

School of Theology at Claremont



1001 1354313

BT  
738  
B3



*Philip Merlan*



SIDNEY EDWARD BOUVERIE BOUVERIE-PUSEY.





Theology Library

SCHOOL OF THEOLOGY  
AT CLAREMONT  
California

From the library  
of  
Professor Philip Merlan  
1897-1968



no

641



**IL Y A  
SAUVEUR ET SAUVEUR**







BT  
738  
B3

IL Y A

# SAUVEUR ET SAUVEUR

PAR

Jean Guillaume  
CHRISTIAN BARTHOLMÉSS., 1815-1856  
III

Dieu a fait les nations guérissables.

(Sap. I, 14.)

---

PARIS

LIBRAIRIE DE MARC DUCLOUX, ÉDITEUR,  
RUE TRONCHET, 2.

---

IMPRIMERIE DE MARC DUCLOUX ET COMPAGNIE,  
RUE SAINT-BENOIT, 7.

---

1851

Digitized by the Internet Archive  
in 2024

## INTRODUCTION.

---

Ce que nous cherchons tous, n'est-ce pas un Sauveur ? Il faut à la société un Sauveur, il faut un Sauveur au peuple : voilà ce que l'on dit, ce que l'on publie partout, à cette heure. Bien des personnes ne se contentent pas de chercher un Sauveur, elles se présentent comme tel à leur pays et même à l'humanité entière. Et leur pays, et l'humanité, et vous et moi, devons-nous les en croire sur parole ?

C'est là une question très grave, que je voudrais tenter de résoudre avec vous, en causant plutôt qu'en discutant. Je voudrais essayer, en effet, ce que tant d'autres font en ce moment; c'est-à-dire, entretenir le peuple de ses plus grands intérêts. Je voudrais, de plus, ce que tant d'autres oublient de faire, traiter de ces hauts intérêts dans un esprit d'affection et de fraternelle union. Je voudrais, avant que d'en traiter, vous convaincre que le plus ardent et le plus sincère amour des hommes est l'unique mobile de ma démarche, et que la cause des souffrances populaires m'est chère autant que sacrée. Ce n'est point un sermon philanthropique, ce n'est pas une harangue



politique non plus, que je désire vous adresser, mes chers amis : non, c'est quelque chose de bien plus simple, et quelque chose aussi de bien plus vrai. Je désire examiner avec vous, tranquillement, sans autre passion que celle de la vérité ou de l'humanité, cette importante question, cette question suprême du *salut social*, qui nous tourmente en sens divers. Je désire l'examiner, comme on examine entre frères une affaire à laquelle chacun s'intéresse par sympathie pour tous les autres. Oui, la sympathie préside à une semblable discussion, autant que le respect du vrai ; la sympathie, cette vertu que Dieu nous donne pour que nous vivions, non-seulement en société entre nous, mais avec lui, notre céleste auteur et notre Père commun. Si c'est par pure sympathie que je veux vous dire tout ce que je pense, c'est que l'on ne cache pas ses intimes pensées à ceux que l'on aime ; c'est qu'on leur doit toute la vérité en même temps que toute sa tendresse. Honte à ceux qui abusent, en les flattant, ou les rois ou les peuples ; honte aux courtisans, soit de la faveur princière, soit de la popularité ! Les rois les méprisent justement, et les nations finissent par les maudire. La seule manière de bien servir ceux que l'on estime, n'est-ce pas de les traiter avec estime ? En enfants chéris, si vous voulez, jamais en enfants gâtés ! Je vous parlerai donc ainsi, parce que je voudrais entendre de votre part le même langage. La franchise seule sied à l'affection. Puisque nous nous aimons, soyons francs !

Or, avons-nous besoin d'être sauvés? Nous faut-il un Sauveur? La société et le peuple réclament-ils un Sauveur?... Ce n'est pas là une question; et personne n'en est plus à se demander pareille chose. Regardons autour de nous : partout des mécontents! En haut et en bas, vous n'entendez que plaintes, que récriminations, qu'accusations mutuelles : en haut, vous entendez crier à l'ingratitude et à la rébellion; en bas, à la dureté et à l'oppression. Ceux que le peuple appelle aristocrates, bourgeois, ou les riches, les grands, ceux qu'il qualifie d'heureux de ce monde, sont-ils heureux véritablement? Non, car ils ont plus de craintes que d'espérances, plus de tribulations, connues ou secrètes, que de joies et de repos. Ceux que les classes supérieures nomment le peuple, les petits, les malheureux, seraient-ils vraiment contents, alors qu'ils seraient à leur aise, ou même opulents et puissants? Qu'ils le demandent à ceux qui sont puissants et opulents! N'importe, ils se plaignent; et, assurément, ce n'est pas toujours à tort. Ce mécontentement, qui d'ailleurs a paru de tout temps, pourquoi le voyons-nous éclater parmi nous avec une si terrible impétuosité? C'est que nous voulons tous être égaux, non-seulement en droits civils et politiques, non-seulement devant les lois de notre pays, mais en moyens, en fortune, en jouissances. Autrefois, le pauvre pardonnait au riche d'être riche; maintenant il dit, tantôt en lui-même, tantôt tout haut : A quel titre celui-là est-il mieux partagé que moi? Je suis citoyen comme lui ;

il n'est pas plus homme que moi. Pourquoi ce privilège, pourquoi cette préférence?... Le riche, à son tour, s'irrite des prétentions du pauvre : Ce que je possède, s'écrie-t-il, je l'ai légitimement acquis, j'ai droit de le posséder, et nul n'est autorisé à me l'arracher, à m'en dépouiller ! Si l'un invoque les droits naturels, les droits primitifs de l'homme, l'autre en appelle à la loi, à ces droits écrits qu'il considère comme une application des droits primitifs. Des deux côtés on prétend s'appuyer sur la justice, quelquefois avec modération, le plus souvent avec indignation ; mais des deux côtés on est mécontent.

On est mécontent de la situation générale de la société. « Cela ne peut pas continuer ainsi, dit-on de toutes parts ! L'ordre n'est plus protégé, n'est plus maintenu ; les fondements, les éléments conservateurs de la société sont renversés, sont épuisés ! La liberté est violemment attaquée, ou lâchement trahie ; le progrès nécessaire à toute créature humaine, ce progrès promis à tous les citoyens, est méconnu, contesté, diversement entravé. Il n'y a plus de confiance mutuelle, plus de foi civile, par conséquent plus de crédit ; par conséquent plus d'affaires sûres en aucun genre ! Non, non, cela ne peut plus continuer ainsi. »

Voilà ce que vous entendez dire et redire à chaque instant. Et puis vous voyez accourir une foule de médecins se jugeant capables de guérir cette société malade, l'un avec tel remède, l'autre par un procédé contraire. Les recettes ne font certes pas



défaut : nous en passerons les principales en revue. Pour le moment, qu'il nous suffise de constater que le mécontentement est presque universel, que la société paraît à tous, sinon mourante, du moins très malade. Constatons que le nombre des réformateurs, des sauveurs est presque innombrable, et qu'il nous importe donc de savoir lequel d'entre eux mérite d'être consulté ou suivi. Nous connaissons le mal; tâchons de découvrir le remède et le médecin.

Que demanderons-nous à celui qui veut devenir notre Sauveur? Puisque nous sommes malades, particulièrement au moral, nous lui demanderons la santé morale, la santé de l'âme. Puisque nous sommes mécontents, nous lui demanderons de nous rendre contents. Puisque nos cœurs sont dans l'état de guerre, nous lui demanderons de leur procurer la paix. Ainsi, le signe auquel nous reconnaitrons notre libérateur, notre bienfaiteur, notre rédempteur, c'est qu'il nous procure une triple paix : la paix avec nous-mêmes, la paix avec les hommes, nos frères, la paix avec Dieu, notre Père !

Convendez-vous que c'est là ce qu'il vous faut, ce qu'il faut à la société, au peuple, à tout homme? Vous ne le sauriez nier, si vous êtes sincère avec vous-même. En ce cas, nous sommes d'accord dès le début ; et nous allons voir si nous pouvons nous entendre de même avec les réformateurs actuels du monde. Nous croyons sans difficulté qu'ils veulent tous nous faire du bien, améliorer notre sort, nous conduire même de progrès en progrès : nous respec-

tons leurs intentions, et nous y applaudissons de grand cœur ; mais les meilleures intentions ne sont pas tout, si elles ne sont accompagnées d'un heureux choix de moyens parfaitement convenables. C'est aux moyens, c'est aux voies qu'il s'agit surtout de regarder. Or, les moyens se font reconnaître aux effets, aux fruits. Si les effets sont salutaires, si les fruits sont bons, il est clair que les moyens le sont aussi. Si les fruits des réformes, des changements que vous proposez, nous donnent la paix, cette triple et durable paix dont nous venons de parler, oh ! alors, nous les embrasserons avec confiance, avec reconnaissance ; alors nous vous saluerons vous-mêmes du titre de sauveur !

Toutefois, en examinant ces divers projets de régénération sociale, n'êtes-vous pas frappés d'abord que les uns sont bons par un côté, mais insuffisants et incomplets ; tandis que les autres, mauvais de tous points, ne sont ni praticables ni désirables ? Ainsi, suffit-il de proclamer les droits de l'homme et du citoyen ? de décréter la liberté, l'égalité, la fraternité ? de déclarer que le droit au bonheur, au progrès, appartient à tous ? que la souveraineté du peuple est l'unique chose nécessaire ? que la vertu civile et civique, le patriotisme, est le principal ? que l'éducation publique est la grande ressource d'un état florissant et d'un avenir prospère ? que l'organisation du travail ferme à jamais l'abîme des révolutions ?

Ainsi, pouvez-vous approuver ceux qui, pour

réformer nos sociétés, pour établir, disent-ils, le règne de Dieu sur la terre, demandent d'emblée qu'il n'y ait plus de propriété, plus de famille, plus de religion?

Sans doute, entre ceux qui proposent des remèdes insuffisants et ceux qui conseillent l'usage du poison, il existe une différence profonde que nous aurons soin de mettre en lumière; mais, les premiers même méritent-ils ce titre de Sauveur, qu'il faut absolument refuser aux autres? C'est là ce que nous avons intérêt à rechercher, car nous avons besoin de paix; car, encore une fois, nous obéirons avec gratitude à celui qui nous donnera la paix avec nous-mêmes, avec nos frères, avec Dieu; à celui dont les bienfaits nous feront dire, comme à l'armée des anges : *Gloire soit à Dieu au plus haut des cieux, paix sur la terre, bonne volonté envers les hommes!* (Saint Luc II, 14.)

---

## PREMIÈRE PARTIE.

---

### I. SUFFIT-IL DE PROCLAMER LES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN?

Commençons par honorer ceux de nos pères qui ont proclamé ces droits immortels! Rendons hommage à leur mémoire! Ils ont élevé une solide barrière contre le despotisme, de quelque prestige qu'il



puisse s'entourer ; contre le règne des privilèges , contre le régime des grâces , c'est-à-dire des injustices ! Désormais il ne sera plus possible de méconnaître et d'outrager les libertés dont Dieu fait présent à tout homme , la dignité naturelle du citoyen , le droit commun à tous les enfants de la même patrie , l'autorité de la justice originaire et l'empire de la loi primitive. L'individu est pleinement assuré de sa vie morale et politique , en possession de ses titres à l'indépendance de la conscience et au respect de l'honneur. L'égalité devant la patrie , si elle n'est pas encore réalisée partout et en tous sens , est du moins reconnue comme un droit inaliénable , comme une propriété imprescriptible , comme la qualité propre et sacrée du citoyen.

La déclaration de ces droits était nécessaire , et reste acquise aux nations. Mais suffit-elle au bonheur d'un peuple , au bonheur des citoyens ? Vous allez voir qu'elle demande un complément indispensable.

En effet , que faut-il pour qu'un droit puisse s'exercer ? Ne faut-il pas , du côté de ceux sur qui il doit être exercé , l'accomplissement d'un devoir ? Si vous ne respectez pas mon droit , si vous cherchez à en gêner l'usage , mon droit devient nul. Si je ne songe pas à vous aider dans l'usage de votre droit , si je me moque de vos justes prétentions , si je vous empêche d'aller et de venir à votre gré , de faire une franche profession de vos opinions et de vos croyances , si je néglige ou m'abstiens d'accom-

plir le devoir qui correspond à votre droit, ce droit, si légitime qu'il soit, devient illusoire et vain. Ainsi, ne faut-il pas accompagner la déclaration des droits d'une déclaration des devoirs? Oui, il le faut pour bien des raisons, et je n'en citerai qu'une seule.

Nous sommes tous, cela est incontestable, beaucoup plus disposés à appliquer nos droits qu'à remplir nos devoirs, à faire valoir nos titres personnels qu'à respecter les titres d'autrui. Cette disposition tient à notre égoïsme naturel, égoïsme que nul homme de bon sens ne songe à nier. Qu'arriverait-il donc, si les membres d'une société étaient tous uniquement occupés d'exercer leurs droits? si, loin de se faire de mutuelles concessions, ils ne pensaient qu'à se montrer impérieux et exigeants les uns envers les autres? En naîtrait-il cette paix, privée et publique, le but à la fois et le signe d'une bonne constitution sociale? Non, c'est la guerre qui en résulterait infailliblement, et de toutes les guerres la plus horrible et la plus odieuse!

Que si chacun de nous est naturellement porté à proclamer, à imposer ses droits, il est nécessaire de rappeler chacun à ses devoirs, c'est-à-dire, au respect des droits d'autrui. Oui, nous avons tous besoin d'un contre-poids et d'un appui, dans la pratique de nos libertés : d'un contre-poids, sans lequel nous tombons du côté où nous penchons ordinairement, du côté de nos exigences personnelles; d'un appui, sans lequel nous inclinons à

mépriser les légitimes prétentions des autres, le droit du prochain. Sans cet appui, sans ce contre-poids, nulle garantie solide, nulle durée, ni pour nos droits, ni pour les droits d'autrui. Nul ordre durable : puisque, si je ne rougis pas d'abuser de mes droits, mon voisin ne craindra pas d'outrepasser les siens : je le blesse, il me blessera, et personne ne sera plus protégé, et rien ne sera plus respecté.

Aujourd'hui donc, comme nous n'avons plus à redouter que la tyrannie d'un seul ou de plusieurs nous ravisse nos droits naturels, ce qu'il importe, c'est de faire en sorte qu'une *déclaration des devoirs* contre-balance et soutienne en même temps la *déclaration des droits*. Je dis *contre-balance* : car, dès qu'il n'y aura plus d'équilibre, ou plutôt, dès que les devoirs ne l'emporteront plus, en nous et dans la patrie, sur les droits; dès lors, soyons-en certains, il n'y aura plus qu'une suite de calamités civiles. Je dis *soutienne* ensuite, parce que tout ce qui n'est pas mesuré et limité, en fait d'œuvres et d'institutions humaines, manque de fondement et de force.

Ce qui importe aujourd'hui, c'est de nous souvenir de nos devoirs ! Les droits se souviendront d'eux-mêmes et très spontanément : notre cœur les oubliera d'autant moins qu'il est plus disposé à oublier ses obligations.

Evidemment, pour guérir, pour sauver la société, c'est cette *déclaration des devoirs* qu'il est urgent de répandre.



Or, qui la répandra le plus promptement et le mieux? De celui qui nous parlera au nom des hommes, ou de celui qui nous parlera au nom de Dieu?

Puisque tous les hommes sont plus ou moins égoïstes, ils semblent mal reçus et peu fondés à nous prêcher le devoir. Cette prédication, pour être persuasive et efficace, doit être faite par un Etre infiniment dévoué, c'est-à-dire par Dieu même. C'est Dieu qui nous a conféré nos droits, c'est donc Dieu qui est particulièrement autorisé à nous prescrire des devoirs. Comme il nous a tout donné, il est aussi en droit de nous demander quelque chose. Et ce qu'il nous demande, n'est-ce pas de respecter les justes prétentions de nos semblables, *d'aimer le prochain*? C'est lui qui vient nous prescrire nos devoirs, de par son sublime privilège d'auteur du monde et de créateur des hommes.

De sorte que cette déclaration de devoirs n'est, en réalité, qu'une déclaration des droits de Dieu.

Compléter la déclaration des droits de l'homme par la déclaration des droits de Dieu, voilà ce qui suffit. Au contraire, proclamer les droits de l'homme, à l'exclusion des droits de Dieu, voilà ce qui ne suffit pas. Cette dernière proclamation, au lieu de ramener la paix en nous et hors de nous, n'aurait visiblement d'autre effet que l'anarchie des âmes et des Etats, que la haine sociale et un bouleversement universel. Aussi celui-là seul sera notre bienfaiteur, notre sauveur, qui saura faire revivre

le culte du devoir, le respect des droits de Dieu; qui saura faire triompher, dans la vie des individus et dans la vie publique, le sentiment d'obligation et de reconnaissance sur la passion de jouir et de commander, ou le désintéressement sur l'égoïsme. Une constitution purement politique pourra-t-elle opérer ce miracle et nous procurer un tel bienfait? Un législateur purement humain sera-t-il capable de nous rendre un service pareil?

---

## II. SUFFIT-IL DE DÉCRÉTER LA LIBERTÉ?

Rien de plus précieux, rien de plus séduisant que la liberté. Toutes les nations qui ont paru avec éclat sur la scène de l'histoire, tous les individus qui ont cherché à vivre honorablement, plaçaient la liberté au premier rang des biens terrestres. Ils ne voulaient dépendre que d'eux-mêmes, ne se gouverner que par eux-mêmes, ne grandir que pour eux-mêmes. Etre aux pieds d'un tyran, aux ordres d'une caste, à la merci d'un privilège quelconque, être dans la servitude enfin, voilà ce qui répugne le plus à tout cœur noble, à tout esprit élevé; et voilà pourquoi nous devons garder avec vigilance le dépôt de la liberté civile et politique.

Il y a plus : puisque la liberté est chose si précieuse, ne faut-il pas faire en sorte que chacun la possède? Sans doute. Mais, pour que chacun la

possède, suffit-il que nos législateurs la décrètent ? Suffit-il qu'ils déclarent à la face du public, par les voies les plus solennelles : Chaque homme, quelle que soit sa condition, est libre, et chaque citoyen doit être son propre maître ? Ce décret suffit-il ? Parce que tous sont libres, en théorie et en droit, sur le papier, tous le sont-ils en réalité et de fait, en chair et os ?

Non, évidemment : car nous sommes organisés de telle façon que nous pouvons être à la fois libres comme citoyens, et esclaves comme hommes !

Nous sommes esclaves comme hommes, quand nous servons, non pas la justice, non pas la sainte volonté de Dieu, mais nos passions personnelles et notre égoïsme. Nous sommes non-libres, nous sommes de misérables serfs, lorsque nous obéissons aux caprices d'un penchant, aux convoitises des sens, aux calculs de la cupidité, aux emportements de l'orgueil et de la haine, de la vengeance ou de la colère ; lorsque nous nous livrons complaisamment aux impulsions fatales d'un désir coupable ou d'un vice grossier. Nous sommes esclaves, lorsque nous ne savons ni nous contenir, ni nous abstenir, ni nous posséder, ni nous gouverner. Nous sommes esclaves, quand nous sommes incapables de suivre les bonnes inspirations, celles qui mènent au désintéressement et au dévouement, à l'amour et à la charité, à la paix et à l'inaltérable sérénité du cœur.

Sommes-nous libres, chaque fois que nous prétendons dominer et tyranniser les autres, les forcer

de penser et d'agir absolument comme nous pensons et agissons; chaque fois que nous refusons de nous soumettre aux lois reconnues par nos concitoyens et peut-être votées ou faites par nous-mêmes; chaque fois que nous insultons les autorités de notre pays, élues ou sanctionnées par notre propre suffrage? Sommes-nous libres, alors que nous nous refusons à respecter, à protéger la liberté de nos concitoyens; ou que nous nous efforçons de la confisquer à notre profit, sous prétexte de la défendre et de la mieux assurer? En tous ces cas si fréquents, nous ne sommes qu'instruments dociles des plus aveugles passions. Loin de commander, de résister à nos mauvais désirs, nous avons subi, et peut-être célébré avec joie leur funeste et pesant empire. Nous nous appelons fièrement des hommes libres, mais nous sommes réellement le contraire, nous sommes des esclaves.

L'histoire de l'humanité en fait foi : plus un homme est vraiment libre, mieux il respecte la liberté d'autrui, la loi qui protège les libertés générales et le droit commun! Moins une âme haute veut dépendre du monde et des hommes, plus elle se plaît à dépendre volontairement de Dieu et de sa conscience, de son meilleur *moi*! Indépendance d'un côté, soumission de l'autre. Qui refuse de servir Dieu, servira nécessairement les passions qui préparent des souffrances, le mal qui engendre des malheurs! Telle est la condition de notre nature. Il faut obéir à quelqu'un, relever de quel-



qu'un, car nul n'est tout-puissant, nul n'est souverain absolu. La vraie liberté consiste à choisir le bon maître, à servir la bonne cause, à s'incliner avec amour devant le créateur des cieux et de la terre. Il ne peut y avoir aucune honte à suivre un pareil chef. Il y a bonheur et bénédiction, pour les individus et les peuples, dans une voie si sage et si simple, dans une voie si féconde en œuvres de charité et d'utilité.

Concluons-en que décréter la liberté à elle seule, au lieu d'affranchir d'abord ceux que l'on appelle à sa jouissance, ne suffit point pour sauver une société. C'est allumer de nouvelles passions, tandis qu'il fallait éteindre auparavant les anciennes passions, en les remplaçant par l'amour dévoué de Dieu et des hommes. Concluons que le véritable libérateur du monde, qui commence par améliorer ceux qu'il veut affranchir, procède mieux, et sait mieux émanciper. Mettre un instrument de cette importance entre des mains qui ignorent quel usage il en faut faire, ne vaut pas l'enseignement préalable de l'usage même de la liberté. Si nous voulons, par conséquent, que chaque citoyen soit aussi une personne libre, montrons-lui que l'on ne le peut devenir qu'à la condition d'être moral et religieux, respectueux envers les bonnes lois et les bonnes mœurs, soumis à la bienfaisante volonté du Législateur invincible. Apprenons-lui à aimer la liberté légale, sage, progressive, celle qui ne prétend pas s'imposer aux autres, mais qui veut les servir avec désintéresse-

ment, avec sympathie. Habitueons-le à regarder ses passions, son égoïsme, comme un tombeau, non-seulement pour sa propre liberté, mais pour le repos de sa patrie; à considérer l'obéissance aux éternels desseins du Tout-Puissant, la *piété*, comme l'unique élément et l'indispensable condition de la *liberté*! Si une liberté sans piété est insuffisante et même malfaisante, une liberté réglée et soutenue par la piété peut seule suffire et devenir salulaire.

---

### III. SUFFIT-IL DE DÉCRÉTER L'ÉGALITÉ?

Ainsi que la liberté, l'égalité est une des plus brillantes conquêtes du monde moderne, et une conquête dont rien désormais ne nous pourra dépouiller. Une seule et même loi, un seul et même droit pour tous les citoyens, pauvres ou riches, célèbres ou inconnus : voilà ce qui domine les codes des sociétés nouvelles, ou sert de base à leurs institutions. Cette égalité-là, il est juste de la proclamer et de l'appliquer de plus en plus ; car elle est la justice même, l'équité même.

Mais de même que la véritable liberté n'est pas la faculté de faire tout ce qu'on veut et comme on veut, ainsi l'égalité véritable n'est pas un brutal nivellement de tous les genres d'inégalités et de diversités. Le bon sens qui ne diffère pas de la justice, le bon sens que Dieu nous a donné pour nous diri-

ger dans les affaires de la vie, n'exige-t-il pas que l'on distingue les inégalités illégitimes et pernicieuses des inégalités légitimes, naturelles ou personnelles, de ces inégalités impossibles à détruire, parce qu'elles ont été établies par l'auteur même de la nature? Reconnaissons donc deux sortes d'égalité : l'une, chimérique et subversive, c'est l'égalité qui repousse toute autre différence que celles de l'âge et du sexe, et qui voudrait prescrire à chacun la même portion d'aliments, le même genre d'existence ou de travail, peut-être le même costume et la même taille; — l'autre, réelle, désirable et bienfaisante, c'est-à-dire celle qui accepte, à côté de l'unité de loi et de l'identité de droit, la diversité des individus et des familles, la variété des forces et des moyens, la dissemblance des carrières et des travaux, la disproportion des biens et des fortunes.

Pourquoi faut-il maintenir cette seconde espèce d'égalité, autant qu'il faut condamner la première? Parce qu'il est impossible qu'une société subsiste sans certaines inégalités; parce que Dieu, en remplissant le monde et l'humanité de variétés et de contrastes, a voulu manifestement que l'inégalité fût un des éléments de la création.

Quelques exemples feront presque toucher au doigt cette importante, mais simple vérité.

Pour qu'une nation soit gouvernée, et il n'y a point de société sans gouvernement, ne faut-il pas des magistrats, des administrateurs, des fonction-

naires de plusieurs ordres? Ces magistrats ne doivent-ils pas être investis d'une autorité déterminée, du droit d'ordonner, de commander à ceux d'entre leurs concitoyens qui ne sont pas revêtus des mêmes fonctions? Voilà donc une longue série de supériorités ou d'inégalités. Que si nous déclarons qu'en vertu du principe d'égalité nous n'obéirons pas à ces magistrats; qu'étant nos égaux, ils n'ont point de privilège, point d'empire sur nous; qu'enfin tous les hommes sont également capables, et de se gouverner, et de régir l'Etat : où en sera la patrie? ou en sera la paix qu'elle désire si ardemment? que deviendra la société?

Dans une famille, il y a le père et la mère; Dieu et la nature veulent qu'ils disposent du sort des enfants mineurs. Si ces enfants, entendant mal le principe d'égalité, se rient des ordres de leurs parents et s'estiment aussi habiles qu'eux, et aussi sages : qu'en arrivera-t-il de cette famille?

Partout vous rencontrez des hommes mieux doués, plus adroits, plus savants que beaucoup de leurs semblables; partout aussi quelques hommes qui s'élèvent au-dessus des autres par leurs vertus, leurs mérites, leur zèle pour Dieu et pour l'humanité, par leur désintéressement ou par leur piété. Ces hommes-là, peut-être malgré eux, se distinguent de tout ce qui les entoure, et exercent une heureuse influence sur leurs voisins. Vous appuyant sur un faux principe d'égalité, vous venez les attaquer et les repousser. Nous ne voulons plus de ces distinc-



tions-là, dites-vous. Ces hommes se retirent ; mais en mettant un terme à leur influence, vous privez la patrie de ce qui faisait sa lumière et sa prospérité, son repos et sa gloire. Où donc conduirez-vous la patrie ? En méconnaissant les services rendus, en méprisant les titres justement acquis, en condamnant l'action légitime de la bienfaisance et du génie, de l'expérience et du dévouement, vous croyiez mettre en pratique le principe de l'égalité : vous vous trompiez, vous cédiez à un déplorable mouvement de jalousie ou d'envie, vous vous rendiez coupables d'une ingratitude puérile ou révoltante.

Vous le voyez donc, il ne suffit pas de décréter l'égalité civile et politique : il importe d'y joindre l'ambition d'une égalité plus haute, de l'égalité devant Dieu.

Qu'entendons-nous par cet amour de l'égalité devant Dieu ? Rien autre chose que le besoin d'être, autant qu'il se peut, agréable à Dieu ; par conséquent, le besoin de rivaliser dans l'accomplissement du devoir.

Or, comment pouvons-nous aspirer à cette égalité spirituelle ? Dieu lui-même ne cesse de nous le dire : par la modestie et l'humilité, par la justice et la charité.

Celui-là sera le premier devant Dieu, qui aura voulu être le dernier devant le monde. Celui-là régnera qui n'aura cherché qu'à servir. Celui-là sera couronné de gloire, qui se sera abaissé volontairement et joyeusement renoncé.

Ne faisons pas aux autres ce que nous désirons qu'ils ne nous fassent pas ! Dans ce conseil réside aussi le secret de la vraie égalité : le pratiquer, c'est nécessairement respecter tout ce qui est respectable ; c'est regarder comme instituées par Dieu les autorités et les supériorités, soit naturelles, soit sociales. En effet, si vous étiez du nombre de ces autorités, de ces supériorités, vous ne voudriez pas qu'on vous méconnût et qu'on vous empêchât de remplir vos fonctions.

Alors nous ne serons pas équitables et justes seulement envers les inégalités avouées par la justice, envers la personne et le bien des autres, envers leur dignité, leur mérite, leur vocation ; nous ne serons pas moins charitables et dévoués. Dieu ne veut-il pas que nous aidions nos supérieurs à s'acquitter de leur devoir, ceux-ci à exercer la magistrature, ceux-là à diriger les diverses branches de l'administration, d'autres à se livrer à des professions utiles ou honorables, à édifier leurs semblables, à les guérir, à les secourir, à les servir de telle ou telle façon ? Dieu ne veut-il pas que nous ayons pour ces inégalités, non-seulement de la tolérance, mais de la bienveillance ; non de l'indulgence uniquement, mais une sympathie agissante ? Notre bonheur, le bonheur public, dépend de ce concours fraternel et de cette touchante harmonie.

C'est donc l'acquisition de cette vertu-là qui importe aux citoyens libres. Là où elle ne domine pas, soyez-en persuadés, l'égalité n'est plus qu'une exi-

gence appuyée sur un droit , à la vérité , mais toujours près de dégénérer en un principe de trouble et de discorde , et de plus en plus incompatible avec les meilleurs éléments d'union et de progrès.

Oh ! si nous pouvions nous pénétrer de cette vérité que l'on n'est l'égal d'un homme libre qu'en s'efforçant d'être l'homme le plus vertueux , un fidèle observateur des lois divines, le disciple le plus obéissant de la conscience droite et de la justice éternelle ; si nous parvenions tous à comprendre que la vraie et durable égalité consiste d'abord à se tenir tous agenouillés devant un seul maître , à s'incliner tous volontairement devant ceux que ce maître invisible a chargés de le représenter, qu'il a choisis naturellement ou civilement pour nous commander : oh ! alors, nous n'aurions qu'un cœur et qu'une âme, qu'une volonté et qu'une conscience ; alors, nous aurions concorde, paix et félicité !

Mais ce sentiment peut-il être allumé en nous et nourri par la simple proclamation de l'égalité civile et politique ? Il faut pour cela une autre influence , bien autrement pénétrante. Il faut la vive conviction de notre commune faiblesse, et celle du besoin universel de la miséricorde divine.

Celui qui saura nous donner cette conviction sérieusement, nous rendra un service inestimable : il complétera l'œuvre inachevée de nos constitutions sociales ; il nous portera, nous poussera à la conquête de l'égalité morale et spirituelle, de l'union devant la justice divine, conquête nécessaire

à l'utile influence de l'égalité devant la loi humaine, de l'unité du droit civil.

---

#### IV. SUFFIT-IL DE DÉCRÉTER LA FRATERNITÉ?

Si, pour régénérer les peuples, ce n'est point assez de décréter la liberté et l'égalité, il suffit bien moins encore de décréter la fraternité. La fraternité n'est pas, d'abord, comme la liberté et l'égalité, un droit, une faculté appartenant à tout homme, c'est un devoir intérieur, auquel ne peut correspondre aucun droit extérieur; c'est un devoir que Dieu prescrit à ma conscience, mais que Dieu seul est fondé à lui prescrire; un devoir que nul individu, nul gouvernement, nulle puissance humaine ne saurait lui imposer. Personne, en effet, n'est assez fort pour me contraindre à vous aimer comme un frère. L'affection n'est pas susceptible d'être ordonnée et imposée : elle s'inspire, elle se gagne, elle se donne librement et spontanément. Voulez-vous que je vous aime, que je vous estime, montrez-vous aimable et estimable; sachez captiver et enchaîner ma sympathie, en me témoignant de la bienveillance; c'est à force d'être intéressant et bon que vous vous emparerez de mon intérêt et de ma confiance.

On ne peut donc, à vrai dire, décréter la fraternité, parce qu'elle est un sentiment d'amour et une



obligation purement religieuse. Mais, en même temps, on doit s'efforcer de l'inspirer à tous les membres d'une société.

Je sais que bien des gens vous disent : Les hommes sont naturellement bons et affectueux, naturellement sociables, naturellement disposés à une sympathie fraternelle ; et il n'est pas nécessaire de les changer et de les modifier pour les porter à pratiquer entre eux l'aimable fraternité !... A cette assertion, sans cesse répétée, je ne répondrai que ceci : Aurait-on besoin de recommander la fraternité, de la prescrire officiellement, de l'inscrire en caractères gigantesques sur les murs de la cité, sur nos édifices publics, si nous étions tous naturellement disposés à nous aimer les uns les autres, comme autant de membres d'une famille étroitement unie ? Non, certes. Si ce dévouement réciproque était gravé dans nos cœurs et y vécût avec force, personne ne s'aviserait de le commander aux citoyens, de l'ériger en dogme politique. C'est parce que notre *moi* penche infiniment plus vers l'égoïsme que vers le dévouement, qu'il faut l'incliner du côté du dévouement, qu'il faut le détourner de sa pente naturelle, qu'il faut le retourner et le redresser.

Qui le redressera ? qui le retournera, ce cœur rempli d'amour-propre, mais en même temps appelé à pratiquer l'amour fraternel ? Qui le saura disposer à aimer le prochain autant que lui-même ? Voilà toute la question, et notre sauveur sera celui

qui saura nous plier à une constante soumission au doux et fécond empire de la fraternité.

Des esprits généreux essayent aujourd'hui, par des moyens divers, de faire revivre cette inclination dans nos âmes engourdies. Ils peignent de couleurs séduisantes tantôt la solidarité, tantôt la bienfaisance ou l'assistance. Leurs efforts, cependant, sont rarement suivis d'un succès durable : d'où cela vient-il ?

C'est qu'apparemment ils n'entendent bien ni la solidarité ni la bienfaisance.

Ils n'appuient pas la solidarité sur le profond et sérieux sentiment de la responsabilité.

Ils n'asseyent pas la bienfaisance sur la profonde et sérieuse obligation de la charité.

Leur fraternité ne repose pas avant tout sur ce fortifiant devoir de la reconnaissance envers Dieu.

L'esprit de famille, dont ils voudraient remplir les individus, les peuples, l'humanité entière, est privé du plus puissant mobile de l'union de famille, du désir de plaire et d'obéir au chef de la famille; ils voient des frères partout, mais nulle part un père; ou, s'ils n'osent pas nier l'existence du père des hommes, du moins ne travaillent-ils guère en son nom, sous son regard et pour sa gloire.

Or, c'est une marche tout opposée qu'il convient de suivre.

Si nous souhaitons que l'on s'aime fraternelle-

ment, hâtons-nous de nous ressouvenir que nous avons tous le même père, le même juge et le même bienfaiteur.

Si nous désirons que les riches assistent généreusement les pauvres, que les pauvres témoignent de la gratitude et de la confiance à ceux qui les ont assistés, hâtons-nous de nous rappeler quelle reconnaissance nous devons à celui qui nous assista le premier, et sans le secours permanent duquel nous n'aurions ni le mouvement ni l'être.

Si nous voulons que les hommes se soutiennent les uns les autres et se supportent amicalement, que les petits ne vouent plus de haine aux grands, que les grands ne prodiguent plus le mépris aux petits; si nous voulons que l'envie et la jalousie, la morgue et le dédain, et tant d'autres passions disparaissent, pour faire place à une sympathie réciproque; hâtons-nous de nous souvenir que chacun est responsable, non-seulement pour soi-même, mais pour autrui, mais pour quiconque il rencontre sur le chemin de sa vie.

Recommandons la fraternité et surtout pratiquons-la. Recommandons celle qui est véritable, et pratiquons bien celle qui est la bonne. La bonne, la véritable, la praticable, c'est celle qui part de la responsabilité individuelle; c'est celle qui sait ce qu'elle doit à Dieu, ce que Dieu veut dans les relations communes des hommes; c'est celle qui s'adresse avec prédilection aux cœurs et aux âmes, et non pas seulement aux souffrances des corps, aux

détresses physiques ; c'est, enfin, celle qui s'inspire et s'alimente de l'amour de Dieu.

On aura beau faire de magnifiques discours sur la *solidarité* des citoyens et des nations ; on ne produira qu'un vain bruit, tant que l'on ne songera pas en même temps à réveiller la responsabilité, à ranimer la charité spirituelle, à retracer la paternité divine. On aura beau discuter des plans sur l'*organisation* de la fraternité, de l'assistance, de la bienfaisance ; on ne fera qu'une besogne honorable, mais vaine, si l'on ne réussit pas en même temps à remuer, à préparer les cœurs, de manière à les faire concourir spontanément à ces œuvres de secours et de prévoyance publique.

Il est ici-bas une foule innombrable de misères, pour le corps comme pour l'esprit : il faut donc ouvrir à la miséricorde les cœurs qui doivent tour à tour soulager ou être soulagés. La passion souveraine de nos âmes, l'égoïsme, sous telle ou telle forme, il faut donc la remplacer par la compassion ; l'antipathie, il faut la remplacer par la sympathie ; et l'indifférence, par l'amitié. Est-ce en décrétant la fraternité du haut d'une tribune, que l'on touchera ce but si élevé, si difficile à atteindre ?

---

V. SUFFIT-IL D'ACCORDER A TOUS LE DROIT AU BONHEUR ET  
AU PROGRÈS ?

Il est incontestable que ce droit appartient à tout



être humain, parce qu'il est évident que Dieu, c'est-à-dire, la bonté sans bornes et la perfection sans limites, veut que chacune de ses créatures devienne véritablement heureuse, c'est-à-dire avance dans une voie infinie de progrès et de félicité. Il est donc juste que ceux qui marchent à la tête de la société, soit par leur génie, soit par leurs vertus, soit même par leur fortune, reconnaissent chez les moindres citoyens ce droit naturel, ce droit de céleste origine.

Mais cette reconnaissance, à elle seule, est-elle propre à nous rendre tous heureux et à nous placer sur la route de la perfection humaine?

Que faut-il encore, après cette simple déclaration de droit?

Il faut deux choses : d'abord, savoir ce que c'est que le bonheur et le progrès; s'aider ensuite mutuellement à réaliser le progrès, à trouver le bonheur.

Savoir en quoi consiste le bonheur, où réside le progrès, voilà la première nécessité, et celle aussi que l'on néglige tant de mieux éclaircir.

Le bonheur! Tous nous en sommes avides, et cependant si peu d'entre nous le possèdent. Ne serait-ce pas parce que nous le mettons ordinairement où Dieu ne l'a pas placé? Nous le cherchons dans les jouissances matérielles et dans les satisfactions de la vanité, nous le mettons à rassembler des biens temporels, à ajouter un champ à un autre, un écu à un autre, à étaler nos richesses, à faire parade de nos honneurs et de nos mérites,

le notre esprit et de nos connaissances, de notre valeur et de notre réputation; nous le mettons même à nous perdre dans une mer de distractions et de plaisirs purement sensuels et trop souvent semblables aux jouissances grossières des animaux les plus immondes. Telles sont les sources, les choses auxquelles nous demandons d'enchanter ou d'embellir notre existence.

Au contraire, Dieu nous crée pour que nous demandions le bonheur à une autre sorte de biens, aux biens de l'âme, aux choses du ciel, aux forces impérissables de l'esprit et du cœur, de l'esprit éclairé et du cœur purifié par la lumière même de Dieu. Non que l'usage des biens de la terre et des honnêtes plaisirs du monde nous soit interdit, non : ces biens, ces plaisirs viennent aussi de Dieu. Mais ce qu'il nous défend, c'est de préférer les satisfactions du corps aux joies de l'âme, c'est de négliger, d'abandonner, de mépriser peut-être, les satisfactions de la conscience, les délices du dévouement pour celles de la chair. Ce que Dieu nous déconseille et nous interdit, comme contraire à notre nature, à notre destination véritable, c'est de subordonner tellement les joies spirituelles aux jouissances matérielles, que les biens spirituels deviennent pour nous l'accessoire, et les biens matériels le principal. Dieu, puisqu'il nous aime, ne peut pas vouloir que notre cœur s'attache essentiellement et uniquement aux tristes contentements de l'égoïsme, aux choses passagères ou mensongères

de cette vie. Dieu, parce qu'il nous aime divinement, doit vouloir que notre cœur, libre et affranchi des misères terrestres, se donne et se dévoue aux objets dignes de lui.

Il en résulte que, si tant d'hommes sont malheureux, c'est pour avoir cherché le bonheur où Dieu ne l'avait pas mis. Il en résulte aussi que le droit au bonheur ne peut se réaliser ici-bas que dans les conditions où Dieu l'a renfermé. Il en résulte enfin que l'on ne sera heureux qu'en jouissant des biens matériels et temporels avec reconnaissance, avec tempérance, et qu'en plaçant au-dessus d'eux, à une distance considérable, les biens spirituels et éternels, les douceurs de l'âme, les trésors de la conscience, la paix de Dieu.

Le vrai bonheur, nous l'avons dit, c'est la triple paix avec Dieu, avec les hommes, avec soi-même. Or, c'est l'âme, et non le corps, qui procure cette incomparable paix.

Il en est de même du progrès. Que d'idées fausses et trompeuses règnent aussi là-dessus ! Combien on discute dans le vide sur le but du progrès, sur ses moyens et ses résultats ! Combien de personnes s'imaginent que le progrès social et individuel consiste principalement, et peut-être exclusivement, dans l'accroissement du bien-être matériel, dans l'augmentation rapide et la diffusion générale du bien-vivre, de la prospérité et du luxe, d'une instruction superficielle, superficielle en tout, excepté en ce qui concerne les sources de jouissance phy-

sique. Le développement de l'aisance, de la richesse, la popularisation de la vie agréable et frivole, tel serait le progrès, si l'on en croit ceux qui font résider le bonheur dans le plaisir.

L'auteur de l'humanité pouvait-il regarder cela comme le vrai progrès, comme un progrès digne de ses créatures? Dieu, sans doute, porte l'homme et l'aide même à s'entourer graduellement de tout ce qui rend l'existence plus sûre, plus aisée, plus riante; à goûter les avantages de l'industrie et du commerce, de la propriété et de la société. Dieu veut que nous ayons soin du corps, que nous le préservions des maladies, que nous combattions ses souffrances. Dieu veut que nous travaillions à assainir la terre, à la féconder, à l'embellir, à la transformer à notre image, à l'image de ce créateur même, qui a déposé en nous l'idée de l'utile et du beau. Mais avoir souci du corps uniquement, mais se préoccuper avec une sorte de fureur des satisfactions sensuelles, des appétits physiques, du boire et du manger; mais oublier que l'âme doit passer avant le corps, que le bien-être de l'âme ne tient pas au bien-vivre du corps, que le perfectionnement de notre véritable être consiste souvent à savoir dédaigner les plaisirs de la chair, à les fuir, à les remplacer même par des douleurs; mais tout ceci est-ce avancer, ou comme on dit à présent, *progresser*? Non; c'est là renverser l'ordre éternel des choses; car c'est donner au progrès matériel la place qui appartient au progrès moral. Le premier

rang, en effet, doit être accordé au progrès de l'âme et du cœur, au progrès dans la vérité et dans la charité. Le premier rang est dû au bien-faire, le second seulement au bien-être. Le bien-faire n'exclut pas le bien-être; tandis qu'il arrive ordinairement à ceux qui recherchent le seul bien-être de ne plus s'inquiéter du bien-faire : ils songent avec sollicitude à l'avenir, mais ils oublient l'éternité; et, chose consolante, à force de perdre l'éternité de vue, souvent ils n'aperçoivent plus même le présent le plus rapproché. C'est qu'ils voient toutes choses d'en bas et parfois à l'envers.

Mais ce n'est pas encore assez que de bien savoir en quoi consistent le vrai bonheur et le vrai progrès; il faut de plus que nous nous entr'aidions pour devenir tous, et plus heureux, et plus parfaits. S'entr'aider, s'entre-soutenir, s'assister réciproquement, par un continuel échange de services mutuels et de bonne intelligence, par la charité enfin, voilà ce qu'il importe d'ajouter à la promulgation de ce vague droit au bonheur et au progrès.

Si, loin de songer sans cesse à l'exercice de son droit personnel, chacun de nous considérerait bien plutôt le devoir de contribuer au bonheur des autres, de concourir à leur perfectionnement physique et moral, aurions-nous encore besoin de promulguer un pareil droit? Quand, d'un autre côté, la plupart des citoyens oublient le devoir de rendre heureux leurs concitoyens, vous aurez beau promulguer ce même droit; vous aurez mille peines



inutiles pour le mettre en vigueur : partout il rencontrera, dans l'égoïsme particulier, d'insurmontables obstacles. Les intérêts individuels, l'égoïsme isolé, tel est l'ennemi ; et qui de nous, plus ou moins, n'a pas passé du côté de ce puissant ennemi ? Le désintéressement, le dévouement, dans la sphère des individus et dans les régions du pouvoir, telle est l'arme avec laquelle il est possible de le combattre, de nous combattre nous-mêmes. Dans les régions du pouvoir : que l'on s'efforce là de gouverner et d'administrer au meilleur marché possible, afin que les citoyens pauvres aient moins d'impôts à payer, et puissent employer le fruit de leur travail à l'amélioration de leur vie matérielle, à s'instruire eux et leurs enfants, à s'élever par l'aisance à une vue plus exacte et plus haute sur le monde, sur Dieu, sur la destinée humaine. Dans la sphère des individus : que l'on y tende à diminuer les misères du corps et de l'âme, les maladies et l'ignorance, la famine et la superstition ou l'impiété, la nudité et les vices, les passions brutales et les hontes secrètes du cœur. Là surtout il faut s'associer, comme il faut travailler à part, s'associer pour prévenir les souffrances, à l'aide de la prévoyance et de l'économie, à l'aide surtout du travail, le plus fructueux des dons ; s'associer pour secourir et soulager les souffrances qui n'ont pas été prévenues, au moyen d'établissements appropriés aux divers genres d'épreuves et de malheurs. Chaque individu peut ici, et doit même payer son tribut ; tous, jusqu'aux plus

indigents, sont en état de donner quelque chose, et de contribuer en quelque manière au bonheur commun et au progrès public. Le plus pauvre ne peut-il pas donner l'exemple d'une résignation courageuse, d'une patience héroïque autant que modeste; et par cet exemple, ne peut-il pas relever l'âme d'autres nécessiteux, et en même temps inviter et obliger les personnes mieux partagées à le secourir et à le consoler? Ce n'est pas en menaçant, ce n'est pas en grondant, en jurant, en maudissant; c'est en bénissant, c'est en persuadant, en priant, en conseillant, que l'infortuné touche et intéresse ceux qui sont plus heureux; et c'est de la sorte qu'il sert aussi son pays. Son pays n'a-t-il pas besoin de paix avant tout? Et cette paix pourrait-elle naître et fleurir où la colère ne règne d'un côté, que pour provoquer de l'autre, tantôt la peur, tantôt la vengeance? Des deux côtés, ramenons donc la justice et la bienveillance, l'équité et la bienfaisance. Le sentiment de la responsabilité, et celui de la reconnaissance envers Dieu, sont donc également nécessaires. Il est donc indispensable que chacun, pauvre ou riche, savant ou ignorant, sente combien il est responsable du bonheur et du progrès des autres hommes, ses frères, et comprenne qu'il ne mérite pas d'être heureux, s'il néglige de contribuer à la félicité de ses frères. Il est indispensable enfin que nous nous rappelions tous que Dieu ne nous a donné la vie et promis le bonheur qu'à la condition de nous consacrer à l'existence et au repos de tous ceux qui nous entourent.

## VI. SUFFIT-IL DE PROMULGUER LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE?

Nous ne ferons certes pas difficulté de reconnaître que toute nation, arrivée à l'âge de majorité politique, à la juste possession des libertés civiles comme des droits naturels, que toute nation, investie de sa pleine et propre souveraineté, n'a pas d'autre souverain au-dessus d'elle. Une telle nation, ne dépendant que d'elle-même, se gouverne, se juge, s'administre elle-même et par elle-même; elle règne, non-seulement par elle-même, mais pour elle-même, pour son bien, pour le bien commun et public, pour le bonheur et le progrès de tous ses membres.

Rien de plus inviolable, de plus inattaquable que cette simple et claire vérité. Suffit-il, cependant, pour rendre le peuple vraiment souverain, de proclamer, de sanctionner sa souveraineté? Suffit-il d'*organiser* dans toute son extension cette même souveraineté, pour donner au peuple paix et prospérité?

D'abord, il faut pouvoir l'organiser; et si on le veut pouvoir, que convient-il de faire?

Comme tous les citoyens ensemble ne peuvent pas être gouvernants, juges, administrateurs, représentants de la nation, il faut élire, choisir et préférer, c'est-à-dire désigner par voie de suffrage les plus dignes et les plus capables. Or, le droit d'élection impose deux sortes de devoir.

Le premier de ces devoirs se rapporte à l'esprit et à l'instruction; le second regarde la conscience et le cœur. Le premier exige que tout électeur soit assez éclairé, pour savoir au juste à qui il accorde sa confiance, à qui il délègue sa part de souveraineté, qui il charge de le représenter et de le gouverner : il exige donc que tout électeur, non-seulement sache lire, écrire, compter, mais possède bon nombre d'autres connaissances sur les personnes aptes à ces fonctions, sur les choses propres à occuper le pouvoir. Le second demande que tout électeur, en déposant son bulletin dans l'urne électorale, consulte l'intérêt général du pays, le bien public, et non son avantage privé et caché; il demande que l'élection ne soit pas un marché, une transaction individuelle entre le citoyen qui élit et le citoyen qui désire être élu; qu'elle ne devienne pas, pour l'un un moyen d'obtenir telle faveur, pour l'autre un instrument d'ambition ou de cupidité; il demande donc que l'élection s'accomplisse au grand jour et comme en présence de Dieu, avec un double désintéressement, avec un commun patriotisme.

La présence de Dieu, au milieu de toutes les opérations auxquelles le suffrage universel donne naissance; en d'autres termes, l'invisible souveraineté de Dieu, voilà ce que nous devons regarder comme le complément nécessaire de la souveraineté du peuple.

La voix du peuple est la voix de Dieu, dit-on. Oui, elle l'est toutes les fois que c'est Dieu qui

inspire le peuple, le dirige et le soutient. Mais l'é-tait-elle, quand les Juifs attachaient à la croix le Juste de Nazareth? Le peuple en lui-même, par cela seul qu'il se compose d'individus faillibles, n'est pas infallible. Dieu seul n'est pas sujet à se tromper. Lors donc que le peuple se laisse animer et conduire par Dieu, il s'approche de l'infail-libilité divine et semble en participer. Or, quand se laisse-t-il conduire ainsi? Quand il prend pour règle de ses actions, pour mobile de ses volontés, le justice, l'éternelle et immuable justice de Dieu. Cette parfaite et indéfectible justice, telle est donc la souveraine absolue d'une nation vraiment libre et sage!

Mais si chaque citoyen doit devenir, non-seule-ment un homme libre, mais un homme juste, ne faut-il pas que la responsabilité de son rôle public soit constamment présente à son esprit? Devant la patrie et surtout devant Dieu, il aura à répondre de la manière dont il aura voté, jugé, administré, gouverné. Dieu lui a conféré le droit d'intervenir dans les destinées du pays: qu'à son tour il fasse intervenir sans cesse le nom et la loi de Dieu dans les mouvements de sa conscience et de son cœur. Qu'il ouvre l'oreille et l'âme, non aux meneurs égoïstes de la foule, mais à l'équitable et bon con-ducteur d'une nation, au conducteur spirituel et charitable de l'humanité, au céleste souverain du monde.

C'est par la souveraineté de Dieu qu'il importe



de limiter et de soutenir, d'appuyer et de contenir la souveraineté du peuple.

---

## VII. SUFFIT-IL DE RECOMMANDER LE PATRIOTISME?

Ce n'est pas nous qui chercherons à contester ce que le patriotisme a de nécessaire et de beau. Nous aussi nous voudrions unir notre faible voix au concert des citoyens qui s'efforcent de réveiller l'amour du pays, de nourrir le dévouement individuel à la chose publique. Nous aussi nous verrions avec joie les particuliers donner une riche part de soins, de temps et d'argent, à cette cause commune, à cet intérêt général, qui doit émouvoir et occuper chaque membre de la société, puisque chacun souffre de ses revers ou jouit de ses succès en une certaine mesure. Oui, c'est une tâche obligatoire, c'est un devoir certain autant qu'honorable, pour chacun de nous, de payer de toutes façons un tribut généreux à l'Etat, à la patrie, à la société. La société peut-elle fleurir, peut-elle vivre, si les éléments qui la composent, c'est-à-dire les citoyens, prétendent s'en détacher et s'y soustraire, habiles et ardents à se réfugier dans un étroit et honteux égoïsme? On se souvient de la fable sur l'estomac et les membres : les membres avaient refusé de travailler pour l'estomac, et pour prix de leur opposition ils se sont desséchés et perdus avec l'estomac. Ainsi en arrive-t-il

aux citoyens qui s'isolent les uns des autres, et tous de leur mère, la patrie.

Joignons-nous donc à quiconque s'applique avec sincérité à raviver l'esprit public, à réchauffer le désintéressement civil, toutes les vertus qui constituent le civisme et le patriotisme. Encourageons-nous sans cesse les uns les autres à servir le pays et le peuple, non-seulement avec probité, avec intégrité, mais avec générosité; à concourir spontanément et libéralement aux charges, aux devoirs qui pèsent sur les citoyens naturellement ou extraordinairement; à secourir ceux surtout de nos concitoyens qui réclament à juste titre l'assistance de l'Etat, sa protection, sa judicieuse et tutélaire intervention. Rivalisons d'empressement à débarrasser la route vers l'avenir de tous les obstacles que notre patrie pourrait y rencontrer. Gardons-nous enfin de vouloir vivre aux dépens du pays, aux frais des contribuables; de nous disputer les fonctions et les places, de les changer en sinécures, ou de les remplir indignement.

Mais, alors même que nous serions parvenus à ranimer le vrai patriotisme, à le répandre et à l'affermir; parvenus à détruire beaucoup d'abus et à corriger beaucoup d'esprits, beaucoup de consciences et de cœurs: aurions-nous réussi à sauver la société? Cette grande réforme suffirait-elle?

Nous n'hésitons pas à penser le contraire, nous qui mettons le civisme à un si haut prix. Nous le nions, parce que la société actuelle souffre par d'au-

tres endroits encore que l'esprit public et la vertu civile.

Notre société souffre aussi du côté de l'esprit de famille, par le défaut des vertus domestiques, des vertus paternelles et filiales. Or, tout le patriotisme du monde serait impuissant pour relever, pour régénérer la famille, pour faire respecter ses devoirs et ses affections.

Regardez-y de près, et vous verrez qu'un même vice, un même vice ronge notre société dans ses rapports de famille et dans ses rapports de cité, au foyer domestique et au milieu de la commune. Ce vice, c'est la répugnance au dévouement, c'est l'impuissance du sacrifice. On donne, on se donne, il est vrai, plus volontiers à sa famille qu'à son pays; parce que l'on jouit plus rapidement du bien que l'on fait aux siens, que des services que l'on rend à la patrie. Mais dans l'enceinte de la famille, chacun pense encore trop à soi, beaucoup plus à soi qu'aux siens; de même qu'en consacrant au pays une partie de ses facultés ou de sa fortune, chacun songe infiniment plus à sa position personnelle qu'à la grandeur publique. Des deux côtés donc, même maladie!

Mais aussi même remède! Si c'est par la renaissance de la piété que l'on peut espérer de réformer la famille, c'est par le retour de l'esprit religieux que l'on doit chercher à réveiller et à ennoblir le patriotisme. Il ne suffit pas, tant s'en faut, de vanter, de pratiquer même la vertu civique; il faut faire

intervenir Dieu dans nos relations publiques. Il faut que les citoyens, ceux mêmes qui aiment le plus leur pays, se souviennent sans cesse qu'il est au-dessus de leur cité une cité divine, au-dessus de la patrie terrestre une céleste patrie. Il faut qu'ils sachent que ceux-là servent le mieux les hommes qui regardent Dieu comme leur maître et leur souverain. Ceux-là sont capables, en effet, non-seulement d'accomplir tous leurs devoirs avec fidélité, mais de se sacrifier eux-mêmes sans regret.

Contempler la cité divine, la patrie céleste, du sein de notre existence présente, voilà le moyen d'être à la fois bon patriote et digne membre de famille. Voilà le moyen aussi d'éviter les égarements où se perdent parfois de sincères amis du pays, soit en négligeant leurs obligations domestiques, en abandonnant femme et enfants, soit en se remplissant d'une aveugle antipathie contre les autres nations, contre les autres portions du genre humain.

---

#### VIII. SUFFIT-IL D'ÉTENDRE L'ÉDUCATION PUBLIQUE ?

Ceux-là font un excellent raisonnement qui disent : L'avenir d'un pays dépend de la jeunesse et de l'enfance ; pour rendre le pays plus heureux un jour, élevons les enfants et les jeunes gens de manière à ce que tous, une fois arrivés à l'âge d'homme fait, ils se plaisent à servir leur patrie avec un dévouement joyeux. Ils concluent qu'il importe

d'étendre et de fortifier l'éducation publique; ils veulent que tous les citoyens, s'ils ne reçoivent pas la même dose d'instruction, y puissent du moins prétendre; ils espèrent amener ainsi le règne définitif, non-seulement de l'égalité, mais d'une concorde fraternelle.

Dans ce désir il y a plus d'une pensée raisonnable et généreuse. Oui, c'est le vœu des plus nobles âmes que de généraliser et de populariser la saine instruction et la bonne éducation. C'est pour l'Etat, pour ceux qui le gouvernent, un devoir impérieux que de mettre les lumières et le savoir à la portée de toutes les intelligences. Une dette des plus sacrées, que notre temps s'attache visiblement à payer aux classes inférieures de la société, c'est de répandre de toutes parts les éléments d'une connaissance utile et solide, d'une science vivante et réelle; c'est de donner à chacun ce qui convient à sa condition, à sa vocation, ce qui l'éclaire suffisamment et l'améliore assez pour qu'il s'acquitte honorablement de sa profession et devienne un membre honnête de la cité où il vit.

Sur cet article si important, quel dissentiment sérieux pourrait-il s'élever? Et néanmoins nous devons dire que ce n'est point assez de généraliser l'instruction populaire et d'organiser l'éducation publique.

Ce n'est point assez, parce qu'il y a instruction et instruction, parce qu'il y a éducation et éducation : en d'autres termes, parce que tous les genres d'éducation ou d'instruction ne sont pas bons.



Que veut-on obtenir, en définitive, par la multiplication des lumières et par la réforme de l'éducation ? Evidemment, on veut obtenir des citoyens plus désintéressés; on veut obtenir une plus grande somme de dévouement. Mais si les lumières que l'on s'efforce de multiplier portent à l'égoïsme, et si l'éducation, que l'on regarde comme la meilleure, dispose à l'intérêt personnel, aura-t-on fait un pas décisif vers le but proposé ? Nullement, on sera retombé par une autre pente dans le même abîme.

Or, il est aisé de montrer que l'instruction et l'éducation, telles qu'on les conçoit et répand d'ordinaire, ne développent pas l'esprit de sacrifice dans l'âme des jeunes générations.

Il est aisé de voir que l'unique mobile, excité dans leur âme, est un mobile personnel, un principe d'action plus ou moins intéressé. On les pousse, on les exhorte à se distinguer, à s'élever les uns au-dessus des autres, à écraser leurs rivaux sous l'éclat de leurs triomphes, à briller et à jouir de leurs succès, à paraître avec une satisfaction glorieuse sur la scène du monde. N'est-ce pas là nourrir l'amour-propre aux dépens de tout autre amour ? Et faut-il s'étonner que des êtres qui ont appris à se préférer à tout le reste, ne songent pas plus tard et ne parviennent jamais à se dévouer à leurs frères ? Tel on sort de l'école, tel on vivra dans la grande société. Egoïste sur les bancs de l'école, on ne pourra guère être désintéressé dans les rangs de la société.

Habitué à ne penser qu'à soi, qu'à son bien-être

et à son contentement personnel, on aura d'infinies peines à se préoccuper d'autrui, à se consacrer au bien et à la félicité des autres hommes.

Tout cela est incontestable et, nous l'espérons, ne sera pas contesté. Nous nous hâterons cependant d'ajouter que nous sommes loin de confondre une pure et généreuse émulation avec la rivalité vulgaire. Nous savons que le Créateur a déposé en nous cette semence de l'émulation, ce germe de l'honneur. Ce germe, cette semence, fécondée exclusivement, peut produire beaucoup de mal, et il importe d'en modérer le développement par l'influence d'autres mobiles, d'autres éléments de vie et de progrès. C'est dire qu'il faut diriger l'honneur vers ce qui est vraiment honorable, vers le désintéressement, et encourager l'émulation par ce qui exige et donne à la fois le plus de courage, par le dévouement. C'est dire encore qu'il faut appuyer et contre-balancer l'éducation publique par l'éducation intérieure.

Par éducation intérieure, nous entendons non-seulement celle que l'enfant reçoit dans une famille pieuse et unie, mais celle qu'il reçoit de Dieu même dans son propre cœur, par la prière, par la réflexion, par l'énergie secrète de la puissance religieuse : non-seulement l'éducation domestique, mais aussi l'éducation religieuse.

Complétons l'instruction populaire et l'éducation publique par cette éducation domestique et religieuse, par cette instruction intérieure; et nos vœux et nos espérances s'accompliront merveilleu-

sement. Négligerons-nous, au contraire, comme surannée, comme inutile, comme dangereuse peut-être, cette force qui s'acquiert sous la discipline de la famille et de la religion, sous l'œil des parents et de Dieu; dédaignerons-nous cette puissance qui apprend à respecter et à obéir, à se soumettre et à se renoncer, à s'abstenir et à se donner soi-même : alors cessons de faire des vœux stériles et d'espérer un avenir meilleur pour notre chère patrie.

L'avenir sera meilleur, mais à cette condition unique que l'âme de nos enfants, un jour adultes, aura été solidement améliorée. Cependant vous rejetez ce qui seul peut l'améliorer véritablement ! Cependant vous vous moquez de ce qui peut seul leur communiquer l'habitude et le goût du bien, l'habitude de la bienfaisance et le goût du désintéressement !

Votre but est excellent, je le répète : vos moyens le sont-ils aussi ? ou plutôt ne sont-ils pas opposés à votre but, en contradiction manifeste avec leur fin ? Vous désirez la concorde et l'union, et en même temps vous poussez la jeunesse aux passions qui engendrent et enveniment les divisions et la guerre. Vous déplorez l'égoïsme, ou, comme vous dites, l'*individualisme*; en même temps que vous enflamez l'amour-propre, ou que vous attisez la vanité. Vous voudriez rapprocher tous les citoyens autour du drapeau de la liberté, à l'ombre d'une pacifique égalité ; en même temps que vous asservissez les cœurs au joug de la vanité et de la fausse ambition !

Il faut tout dire, amis. Vous demandez avec raison que chacun soit élevé selon sa vocation; mais vous vous méprenez à tel point sur la véritable vocation des hommes, que parfois vous n'hésitez pas à vouloir élever de la même manière les deux sexes, comme si leurs destinées n'étaient pas essentiellement distinctes. Vous songez à faire de la femme tout ce que peut devenir l'homme, jusqu'à un personnage public.

Elever ne signifie rien, si ce n'est faire faire à l'être humain des progrès continus dans la voie tracée par Dieu même. Or, Dieu n'a pas assigné la même voie à tous les hommes.

Instruire, primitivement, veut dire armer et munir. Or, de quelles armes avons-nous besoin surtout? De celles qui nous peuvent défendre contre nos convoitises, contre nos passions mauvaises. Votre plan d'éducation fournit-il de pareilles armes? Songez-y bien, car le repos de la patrie, votre propre repos en dépend.

*Une seule chose est nécessaire à l'avenir du pays, dites-vous : une bonne éducation publique. D'accord : mais quand est-elle bonne ? Est-ce quand elle exclut, tantôt l'éducation de la famille, tantôt l'éducation religieuse ? Est-ce quand elle veut donner les mêmes éléments de savoir et de croyance, les mêmes destinées extérieures et intérieures, aux hommes et aux femmes, à toutes les classes, à tous les âges ? Encore une fois, c'est là le nœud de la question ; et selon que vous le délierez, vous aurez ou*

raison ou tort de soutenir que, pour régénérer la société, il suffit d'étendre l'éducation et de populariser l'instruction. Quelque parti que vous preniez, souvenez-vous du moins qu'étendre n'est pas encore améliorer, que populariser n'est pas encore perfectionner.

---

#### IX. SUFFIT-IL DE RÉCLAMER L'ORGANISATION DU TRAVAIL ?

Ce terme *d'organisation du travail* est terriblement vague. Supposons qu'il signifie ceci : faire en sorte que tout ouvrier, quelle que soit sa profession, ait toujours une occupation qui suffise à l'entretenir, lui et les siens. En ce cas, qui sera chargé de fournir constamment cette mesure de travail et de salaire ? L'Etat, la cité, la commune, ou telle autre association... Mais l'Etat a-t-il le pouvoir de faire cela toujours ? Par quels moyens, par quelles institutions, le pourra-t-il, non promettre seulement, mais accomplir ? Les particuliers, les travailleurs de tous états, travailleurs de l'esprit ou du corps, intellectuels ou manuels, ont-ils d'ailleurs le droit d'exiger que la commune les occupe à leur gré, et les rétribue suivant le mérite qu'ils se reconnaissent eux-mêmes ? Comment la cité se procurera-t-elle les fonds nécessaires pour occuper et salarier tout le monde ? Où placera-t-elle, où fera-t-elle consommer tout ce qui aura été produit et exécuté à ses frais ? L'Etat est-il capable d'être à la fois entrepreneur et ordonnateur de tous les travaux possi-



bles, propriétaire et commerçant pour tous les produits imaginables ? Et alors même qu'il en fût capable, réussirait-il à contenter tous les ouvriers ensemble et tous les consommateurs ? parviendrait-il à fonder la paix sociale, dont cette organisation du travail passe pour l'unique source, pour la seule condition et le seul instrument ?

On le voit, rien de plus compliqué, rien de plus obscur et de plus difficile qu'un pareil problème.

Essayons d'indiquer brièvement ce qu'il présente de clair à nos yeux et de légitime.

C'est une très juste prétention, d'abord, que tous les hommes publics s'intéressent activement et cordialement au sort des classes laborieuses. Ce sort, il faut l'améliorer sans retard ; et il n'y a que deux manières de le faire, mais deux manières qu'il faut employer ensemble. Premièrement, il est nécessaire de donner de l'occupation, et, par elle, le pain quotidien ; en second lieu, d'éclairer et de purifier l'âme et les mœurs, et, par conséquent, de donner le pain de la vie spirituelle : voilà la double œuvre de l'amélioration populaire. Nourrir l'esprit, quand la volonté individuelle ne s'y oppose pas, est plus facile que de nourrir le corps : les biens de l'esprit, la vérité et la justice, sont infinis et inépuisables, tandis que les biens matériels, les fruits de la terre et de l'industrie humaine, sont bornés et s'épuisent aisément. Comment donc, supposé que le bon vouloir n'y manque pas, pourra-t-on assurer à chacun

de quoi l'occuper et de quoi satisfaire à ses plus pressants besoins?

A cette question, partout on cherche quelque réponse. Soyons certains que l'on trouvera des solutions satisfaisantes : la nécessité est mère de l'industrie, et Dieu, qui manifeste sa volonté par la nécessité, éclaire ceux qui cherchent sincèrement. Déjà l'on examine avec sollicitude ce que peuvent faire les départements et les communes, ce que doivent tenter les associations particulières. Des travaux agricoles et industriels, des ateliers, des ouvriers, plus d'une autorité municipale en a su former, pour soutenir les travailleurs en chômage, pour secourir les citoyens nécessiteux; et d'autres magistrats sauront suivre cet exemple en bien d'autres endroits.

Nous voyons agiter aussi, avec la même sollicitude, les questions qui se rattachent aux banques de prêt et de crédit, aux institutions propres à faciliter les emprunts que les ouvriers pauvres sont forcés de faire pour se livrer à l'exercice de leur profession. On discute ardemment les moyens capables de favoriser la circulation de plus en plus abondante du capital, cet élément indispensable de l'industrie. Il s'établit de tous côtés des caisses d'épargne, de prévoyance, de retraite, de secours, de ressources enfin, qui aident l'ouvrier dans les situations diverses où les chances du travail et de l'âge le peuvent placer. L'effet de ces efforts réunis sera nécessairement que les bons travailleurs auront

chaque jour moins de peine à se procurer les instruments de leur travail, et ses fruits légitimes ; qu'ils arriveront au capital et à la propriété, au bien-être et à la prospérité ; ou qu'ils sauront du moins se dérober à la misère et à ses suites lamentables.

Est-ce à dire que tant de changements puissent s'opérer en un jour ? Mille obstacles divers sont encore à surmonter ; mais Dieu veut qu'ils soient surmontés, et ils le seront.

Mais quand même ils auront été vaincus, la paix régnera-t-elle ? Le crédit et le bonheur fleuriront-ils ?

N'évitons pas cette demande, car elle touche à la cause principale du désordre actuel, à celle qui, plus que toute autre, empêche cette organisation tant souhaitée du travail.

Il ne suffirait pas, en effet, d'entreprendre partout autant de travaux qu'il en faudrait pour occuper et nourrir quiconque veut et peut travailler. Il faudrait de plus *organiser* ceux qui sont appelés à travailler ; et voilà l'essentiel ! Non-seulement il est beaucoup de travailleurs qui, tout en devisant sans se lasser du droit au travail, voudraient vivre agréablement, sans jamais travailler ; mais il en est un plus grand nombre encore qui font un mauvais usage du salaire gagné à la sueur de leur front. Combien d'ouvriers qui, loin d'économiser ou seulement d'employer au profit de leur femme et de leurs enfants, courent tout dépenser au cabaret, au jeu, et qui, revenus au logis, se bornent à battre femme

et enfants, lorsque ceux-ci demandent du pain ! Ainsi, à côté des travailleurs paresseux, se trouvent les travailleurs dépravés. Pour les uns comme pour les autres, il est donc plus urgent d'organiser l'ouvrier que d'organiser l'ouvrage. Il faudrait donc se hâter de réformer leur esprit et leur cœur, en les adressant à l'ouvrier céleste, à celui qui créa les mondes, au père de celui qui daigna être le fils d'un charpentier.

Celui-là leur apprendrait à bien travailler, à se laisser travailler au dedans par l'amour du bien, à regarder leur profession comme une mission imposée par Dieu, à regarder Dieu comme l'assidu témoin de leur activité, et presque comme leur compagnon d'œuvre. Celui-là leur montrerait comment le travail humain peut attirer la bénédiction et les solides succès ; car il leur enseignerait, non-seulement à travailler, mais à prier ; non-seulement à rechercher le gain et le bien-être, mais à se reposer, mais à employer le jour du repos, les heures de délassement, au progrès de leur intelligence et de leur conscience, au progrès et au salut de leur âme.

Un travailleur de l'esprit a dit que *le génie est la patience*. Oui, la patience est la meilleure partie du génie, le vrai génie du travail ; et c'est elle surtout qui manque à notre temps. Nous ne savons pas attendre, nous sommes pressés de réussir, il nous en coûte incroyablement de nous confier dans le temps, sans lequel néanmoins rien de durable ne se

peut élever, puisque sans lui nul fruit ne saurait mûrir.

Aussitôt que l'élément de la patience, de l'espérance, serait rentré dans le cœur de l'ouvrier, l'organisation véritable des travaux commencerait. Dès ce moment la confiance renaîtrait à tous les étages de la société, et avec elle une abondance de demandes et d'offres de travail, une abondance de capitaux et de marchés. Le riche, le propriétaire, le patron ne verraient plus un ennemi acharné dans le pauvre, dans le prolétaire, dans le travailleur : ils se rapprocheraient de lui comme d'un frère, prêt à l'assister et à le secourir, à le changer à son tour en patron, en propriétaire, en riche. L'argent cesserait de se resserrer ou de s'enfuir ; le crédit l'appellerait sur tous les points de l'activité et de la circulation financière. La haine et la colère, l'envie et la jalousie, la peur et la terreur, la vengeance et l'antipathie, toutes ces passions si indignes d'une créature de Dieu, auraient fait place à toutes les formes de la sympathie, à toutes les démonstrations d'estime et de bienveillance mutuelle.

Telles seraient les merveilles d'une saine organisation des travailleurs. Mais, répétons-le, celle-là commence par le dedans, et non par le dehors ; par le cœur et non par les bras. Celle-là regarde l'ouvrier, non pas comme une machine, mais comme un être intelligent et moral, comme un instrument entre les mains de Dieu, un instrument destiné à faire le bonheur de la société, autant que le sien



propre, destiné surtout à louer et à bénir le nom et la puissance du patron de cet immense atelier qui s'appelle tantôt univers ou humanité, tantôt royaume des cieux ou éternité, mais qui, parlout et toujours, est un laboratoire de bonté et de perfection, un champ de lumière et de charité.

---

## SECONDE PARTIE.

---

### I. EST-IL SENSÉ DE PROPOSER L'ABOLITION DE LA PROPRIÉTÉ?

La discorde qui désole notre société vient uniquement, dit-on, de ce qu'il y a d'un côté des riches et des pauvres de l'autre, de ce qu'il y a une grande inégalité de possessions, de ce que tout le monde n'est pas propriétaire. Pour mettre fin à cette discorde, on n'aurait qu'à distribuer également les biens de la terre et les produits de l'industrie: ce qui pourrait s'accomplir, soit au moyen d'un partage absolument identique entre tous les membres de la société, soit à l'aide de la remise entière et complète de toutes les possessions privées entre les mains de la patrie, entre les mains de l'Etat, chargé dès lors de fournir à chaque citoyen ce qui lui faut pour vivre et pour devenir heureux.

Ici le partage *égalitaire*, là le communisme, tels sont les deux procédés par lesquels on se flatte d'effacer les différences de fortune, l'élévation de

la richesse et l'abaissement de la misère; par lesquels on espère, par conséquent, rétablir l'harmonie sociale.

En regardant ces procédés violemment énergiques, on est tout d'abord forcé de se demander s'ils mèneraient réellement à la fin qu'ils doivent atteindre. Sont-ils en général praticables? sont-ils possibles aujourd'hui? Est-il au pouvoir des hommes, isolés ou constitués en gouvernement, de partager régulièrement, avec une justice rigoureuse, les biens qui forment la richesse d'une nation? Est-il au pouvoir d'un Etat de procurer toujours à tous les citoyens tout ce qu'exigent la subsistance et le bonheur de chacun?

Cette grave question a été résolue déjà plus d'une fois, en fait comme en théorie; et si vous êtes sincère, vous êtes obligé d'avouer qu'un partage égal est en soi-même impossible. Il l'est évidemment, à cause de la diversité des besoins personnels, des désirs si variés et souvent si capricieux des individus; il l'est à cause du plus ou moins grand nombre de personnes qui composent une famille. S'il était possible, serait-il durable? Non; le lendemain du partage l'inégalité reparaitrait d'elle-même, parce qu'elle tient à la différence de l'esprit, des forces physiques, du travail, de l'économie, de la prévoyance, à la différence enfin des vertus et des talents; le lendemain, et par conséquent chaque jour, il faudrait reprendre ce partage et le recommencer. Quand même il serait loisible de le refaire,

vous n'établiriez ni l'ordre ni la liberté; parce que vous ne pourriez pas le refaire sans injustice, sans tyrannie; parce que vous commettriez une injustice en donnant la même part, le même salaire, au mauvais citoyen et au bon, à l'ouvrier paresseux ou vicieux et à l'assidu et honnête ouvrier; parce que vous feriez acte de tyrannie, en prenant au citoyen économe et industriel ce qu'il aurait conquis sur la nature matérielle, ou même sur les hommes prodigues et sur les indolents.

Le communisme serait-il plus facile à organiser? moins difficile à maintenir? Il n'est pas présumable d'abord, que les propriétaires, grands, moyens ou petits, consentissent à se laisser déposséder paisiblement. Ensuite, supposé que l'on fût parvenu à n'avoir plus qu'une seule et unique possession, la propriété de l'Etat, les citoyens, autrefois possesseurs en nom propre, s'efforceraient-ils d'entretenir et d'augmenter cette propriété commune et anonyme? L'impulsion personnelle, le stimulant de l'intérêt privé n'existant plus, le grand ressort de l'activité se trouverait paralysé, sinon entièrement brisé. Mais des biens que l'on cesse d'entretenir et d'augmenter ne tardent pas à disparaître, à périr; les terres tombent en friche, les capitaux s'épuisent ou deviennent stériles, les productions de l'industrie, les matières du commerce ne se renouvellent plus; bientôt enfin un horrible et universel niveau de misère, et non une séduisante égalité de bien-être, vient s'étendre et peser sur toute la nation, en la plongeant dans les

malheurs d'une barbarie sans nom, d'un inexprimable et épouvantable mélange de famine, de dépravation, de despotisme et de férocité.

Mais une chose si visiblement et si totalement impraticable ne saurait être ni raisonnable ni juste; ne saurait être que l'opposé de la nature humaine et de la bienfaisante volonté de Dieu; et vous voilà donc irrésistiblement ramené à ce qui est possible, sensé et équitable; ramené à ce qui fut toujours, à ce qui ne cessera pas d'exister, au droit dévolu par Dieu même aux individus et aux familles, au droit de posséder en propre et de disposer librement, par don ou par transmission héréditaire, de tout ce qu'ils ont acquis ou reçu !

Le droit de propriété, de la possession soit personnelle soit domestique, peut-il être contesté sérieusement ?

Ce droit est une nécessité physique et morale à la fois. Sans acquérir des biens, sans arracher à la terre et à ses fruits les aliments, les vêtements, les éléments divers de la vie et de la civilisation, pourrions-nous subsister et vivre en société ? Oui, l'espoir de posséder et pour soi et pour les siens, est le premier mobile qui éveille notre énergie, qui suscite les premiers développements de notre esprit, et qui nous élève à cette indépendance à l'égard du monde matériel, à laquelle nous ne serions jamais parvenus, si nous n'eussions pas joui de la faculté d'acquérir et de détenir. Ne peut-on pas dire, au surplus, que le droit de posséder est une sorte de

devoir, lorsqu'il s'agit de nos familles? C'est pour leur procurer le pain du jour et celui de l'âme, c'est pour les mettre à l'abri du besoin et de l'ignorance, à l'abri des maladies du corps et de l'esprit, que nous sommes tenus de travailler et d'arriver à un peu d'aisance. Après nos familles vient cette famille plus vaste, qui s'appelle la cité, la patrie, l'humanité même. Cette famille-là, n'a-t-elle point de titres à notre concours, à notre assistance? Mais comment donnerai-je à mes concitoyens, à mes frères, si moi-même je ne possède rien? Comment pourrai-je pratiquer la bienfaisance, et remplir les devoirs qu'impose la charité, lorsque je néglige de m'en procurer les ressources, et d'en multiplier les moyens?... Donner, voilà le mot qui résume les intentions d'un Dieu qui est le donateur par essence et par excellence. Or, ne donne pas qui n'a pas. Dans les vues de ce Dieu, la propriété est-elle pure affaire d'intérêt, simple objet de jouissance égoïste? Non, elle est une chose morale, elle doit devenir un moyen de désintéressement, une source de dévouement. La charité ne serait plus rien, si elle n'était un abandon volontaire, un dépouillement spontané, un don librement voulu, librement offert. Acquérir pour le bien d'autrui, s'enrichir afin d'affranchir les autres du joug de la misère, posséder afin d'aider l'indigent à devenir propriétaire, voilà l'éclatant dessein de Dieu, et voilà pourquoi il est dit : *Tu ne déroberas point !*

Il en résulte, ce nous semble, qu'au lieu de pré-



tendre confisquer les possessions particulières, les niveler, ou les réduire à une propriété universelle et communale ; que, loin de prétendre surtout abolir la propriété en l'assimilant au vol, nous ferions mieux de tendre à multiplier, à agrandir les possessions individuelles, à affermir, à consacrer le droit de propriété. La tâche manifeste, une des tâches les plus impérieuses de notre temps, consiste à faire en sorte que chaque citoyen puisse parvenir à l'état de propriétaire, qu'il soit lié, par quelque fonds en terre ou en argent, au domaine et à la fortune générale de son pays, et conséquemment aux conditions et aux devoirs que prescrit le repos de ce pays. Ne craignez pas de changer en égoïstes, comme vous dites, ceux que vous invitez à l'économie, à l'ordre, à la vie régulière de la famille. Ils sont bien autrement égoïstes ceux qui dédaignent, qui détestent la vie de famille, et qui ne veulent employer la propriété, cette base du foyer domestique, qu'à vivre au jour la journée, au milieu du tourbillon des plaisirs, dans une succession étourdissante d'émotions grossières, d'aventures publiques, de conquêtes révolutionnaires. Ne s'agit-il pas d'organiser la démocratie, c'est-à-dire, le bien réel du peuple ? Il s'agit donc d'attacher sans retard les moindres de nos concitoyens à tout ce qui civilise et tranquillise, à toutes les sortes de possession légitime et honorable ; il s'agit d'accroître les moyens de les enrichir honnêtement, en même temps que de les convaincre que Dieu seul est le vrai gardien de la

propriété. Il s'agit de leur enseigner les conditions auxquelles Dieu protège et bénit les efforts que fait le pauvre pour conquérir l'aisance, auxquelles Dieu permet d'acquérir et de faire valoir sa fortune; de leur apprendre enfin l'usage auquel les biens doivent servir. Il s'agit même de leur représenter qu'il est plus digne de l'homme de savoir se détacher d'esprit et par le cœur, puis en effet, des trésors qu'il a pu amasser, faisant un emploi sublime de la propriété et suivant l'exemple de ce propriétaire céleste qui ne possède que pour donner.

C'est en remettant sous les yeux de nos contemporains les véritables fondements de la propriété, ses obligations morales et son but religieux, que l'on peut espérer de les guérir des maux qu'enfante l'amour des richesses. C'est l'abus qu'il faut combattre, ce n'est pas le droit et bon usage qu'il est permis d'interdire.

Les propriétaires, un grand nombre du moins d'entre eux, ont oublié et méconnu la vraie destination des biens terrestres; oublié qu'ils en doivent une part à leurs compatriotes moins favorisés, et méconnu l'ordre si formel de la divinité sur l'amour du prochain.

Mais les prolétaires qui voudraient les dépouiller, violemment ou par ruse, se souviendraient-ils mieux de cet ordre divin? Seraient-ils plus zélés à donner aux autres et à sacrifier leurs biens? Songeraient-ils moins à eux-mêmes, moins à jouir, moins à satisfaire leurs appétits et leurs goûts? L'égoïsme,

qu'ils reprochent aux riches d'aujourd'hui, ne les gagnerait-il pas de même? Se montreraient-ils plus empressés à se détacher de leur fortune, à devenir pauvres en esprit? L'acharnement qu'ils mettent à poursuivre la propriété, nous fait craindre qu'ils ne valussent pas mieux que les propriétaires actuels, et que l'intérêt personnel ne fût aussi la règle de leur administration et la mesure de leur générosité.

Ce n'est donc pas la propriété qu'il faut abolir : il faut, au contraire, chercher à la multiplier. Ce qu'il faut proscrire et extirper, ce sont les mauvais penchants, ce sont les passions étroites des propriétaires. La régénération de la société ne peut pas être le résultat de l'abolition de la propriété, parce que celle-ci ne conduirait qu'au pillage, à la misère, à toutes les horreurs de l'enfer. Cette régénération ne peut être obtenue que par la conversion des propriétaires présents, et aussi par celle des propriétaires futurs, c'est-à-dire de ceux que l'on nomme si singulièrement des prolétaires. Proposer un changement moral, opérer un changement dans les cœurs, dans les sentiments des hommes qui ont et des hommes qui désirent avoir : voilà qui vaut mieux que de projeter l'anéantissement de la propriété ; et cela parce que, si l'un est nécessaire, moral et sensé, l'autre est impossible, absurde et inique.

---

## II. EST-IL SENSÉ DE PROPOSER L'ABOLITION DE LA FAMILLE?

Nous concevons à quelques égards que l'on se soit avisé de condamner la propriété ; mais qui peut comprendre que l'on ait songé à proscrire la famille, à la rejeter comme un abus, comme un préjugé, comme une institution surannée, fausse à la fois et funeste, comme un obstacle enfin à la félicité publique?

Et cependant il s'est trouvé des hommes de talent et des femmes pleines d'esprit, pour réclamer cela, au nom du progrès, à titre de remède au mal social. Il se rencontre des personnes qui s'imaginent, ou feignent de croire, que l'on sauverait la société, en abolissant le mariage régulier, civilement et religieusement consacré, et en y substituant tantôt un mariage libre, aux amours multiples, sans liens ni civils ni religieux, tantôt un ménage universel et commun, où les sexes et les générations fussent à tous tour à tour, suivant les goûts et les circonstances.

Quelque choquant que soit un semblable conseil, il faut l'examiner, et en montrer le néant.

Voyons d'abord sur quelles raisons, sur quels prétextes on essaye de le fonder.

On dit que la famille, telle que l'a organisée la civilisation chrétienne, est contraire à la liberté, à l'égalité, à la fraternité même. On dit qu'elle est incompatible avec le patriotisme, avec le droit naturel au bonheur, avec la franchise et la dignité des

citoyens. On dit enfin qu'elle est opposée aux véritables besoins de la nature, comme aux nécessités suprêmes d'un Etat libre et d'un peuple indépendant. La famille est un reste d'esclavage qu'il faut se hâter de détruire : en affranchir l'humanité, c'est faire rentrer celle-ci dans les voies de l'ordre primitif, dans le chemin d'une paix perpétuelle et d'une félicité sans bornes.

Or, la famille est-elle contraire à la liberté?... Oui, si par liberté vous entendez la faculté de faire tout ce qui vous plaît, de mépriser toute loi divine ou humaine, de vivre sans respect, sans reconnaissance, sans obéissance envers personne ! Non, si vous êtes persuadés que l'homme ne se dégrade point en se soumettant à toute nécessité juste, utile et honorable ; si vous êtes convaincus que le mari ne perd rien de sa dignité, de son autorité, en demeurant fidèle à sa femme et soigneux pour ses enfants ; que la femme ne perd rien de son honneur, ni de son influence, en se montrant soumise à son mari, vigilante à l'égard de ses enfants ; que les enfants n'abdiquent point leur caractère d'homme, en témoignant toujours gratitude et déférence à leurs parents ; que les domestiques enfin ne cessent pas d'être libres, quand ils servent leurs maîtres avec conscience, avec dévouement. Quelle erreur que de penser que l'on renonce à son indépendance en s'attachant, en se consacrant à un devoir, à un ordre de la conscience ou du cœur ! Quel égarement que de croire que la liberté, pour les parents, consiste



à s'abandonner eux-mêmes selon le caprice du moment, à abandonner leurs enfants dès que leurs enfants les gênent dans la satisfaction de quelque nouvelle passion; qu'elle consiste pour les enfants à rire de leurs parents, à les quitter, à les négliger, à les oublier, à les payer d'ingratitude et de rébellion! N'est-ce pas là plutôt une servitude honteuse, l'asservissement des cœurs aux penchants qui dégradent, aux inclinations qui ravalent l'homme au niveau de la brute?

La famille est-elle contraire à l'égalité?... Oui, si vous voulez que l'épouse ait le même pouvoir que l'époux, et les enfants le même rang que les parents. Non, si vous convenez que la tâche de l'épouse, son influence maternelle et conjugale, doit différer du rôle de l'époux, de son autorité maritale et paternelle; non, si vous assignez aux enfants d'autres fonctions qu'aux parents. Et vous ne pourrez vous empêcher d'en convenir, lorsque vous songerez à la diversité de destination qui sépare le père et la mère, les parents et les enfants. Ces destinées sont différentes et distinctes, sans nul doute; mais si chacun accomplit pleinement la sienne, chacun n'est-il pas l'égal de l'autre devant la nature et devant Dieu?... On dit aussi que la famille est contraire à l'égalité, parce que tout le monde ne peut pas se marier, ni entretenir une famille, et parce que de la sorte le mariage constitue un privilège. Sans contredit, ce cas s'offre plus d'une fois; mais c'est tomber dans une fâcheuse exagération que d'en con-

clure qu'il est nécessaire de posséder une fortune marquante pour être heureux en ménage, ou seulement pour se marier. Le plus de bonheur domestique, où le rencontre-t-on ? Dans les familles riches, dans les intérieurs aisés ? Non : dans l'intérieur humble, mais uni, des ménages pauvres ; sous le toit de braves ouvriers, sous le chaume d'honnêtes laboureurs ; c'est-à-dire aux foyers où la prière s'associe chaque jour étroitement au travail.

La famille est-elle opposée à la fraternité ?... On le prétend, en soutenant que les familles, ayant des biens en diverses mesures, propagent l'esprit de propriété dans une nation, et que c'est cet esprit qui empêche les citoyens de s'attacher davantage à la chose publique, de se dévouer davantage les uns aux autres, et tous à l'intérêt général du pays : la solidarité, la fraternité en serait ainsi menacée et deviendrait impossible... Vous pourriez raisonner, ce semble, à l'inverse de cette conclusion. La fraternité, en effet, pour s'exercer dans la vie réelle, pour se convertir en assistance, en bonnes œuvres, en dons de tout genre, a besoin d'être alimentée par des biens matériels. Or, nous l'avons prouvé, rien ne féconde mieux ces sortes de biens, rien n'est plus favorable à l'accroissement des propriétés que l'amour de famille et les mœurs dont cet amour est la racine ou le fruit.....

L'éducation que des parents véritables donnent à leurs enfants est aussi signalée comme nuisible à la fraternité. Cette éducation, dit-on, fait que tels en-

fants ont d'autres manières, d'autres goûts, d'autres connaissances, que tels autres enfants : dans une nation populaire et démocratique, toute une génération doit avoir même langage et mêmes mœurs ; sans quoi ni communauté, ni solidarité, ni fraternité !... Voilà ce reproche si souvent adressé aux familles et à l'éducation domestique ; ce reproche que l'on cesserait de leur faire, si l'on avait une meilleure idée, tant de la fraternité que de la famille. La fraternité n'exclut pas la diversité : les hommes peuvent être frères, sans se ressembler ni de corps ni d'esprit. La famille, par les habitudes qu'elle fait contracter, ramène singulièrement à ce qui est d'intérêt public : elle nous y attache par un double lien. Nous sommes d'autant plus zélés à travailler au bien du pays, qu'en y travaillant nous servons en même temps nos parents, nos enfants, nos meilleurs amis. Nous nous sentons solidaires envers toutes les autres familles, responsables pour tous nos concitoyens, de tous leurs intérêts ; nous nous sentons avec eux en communauté de droits et de devoirs, en association, en participation constante et indissoluble, en union, en sympathie matérielle et morale, privée et publique. Ce qui vous fait jouir ou souffrir, me fait jouir ou souffrir, moi-même et tous les miens.

La famille est-elle donc incompatible avec le patriotisme?... L'histoire de tous les temps répond que non. Les plus grands citoyens sont ceux qui avaient été bons fils et qui furent bons pères. C'est au sein de la famille qu'ils avaient appris à respecter la loi et

à l'accomplir, à aimer et à se sacrifier. Souvent c'est pour honorer nos parents, pour réjouir leurs vieux jours, que nous tentons les plus glorieux efforts, que nous servons notre pays avec autant de succès que de joie. En se battant pour la patrie lointaine, le soldat ne pense-t-il pas à sa mère, à sa femme, et cette pensée ne double-t-elle pas son courage ?

La famille s'opposerait-elle au droit naturel du bonheur?... Tout dépend ici de la manière dont vous comprenez le bonheur et dont vous prétendez exercer le droit d'être heureux. Si vous voulez que votre bonheur soit à la fois matériel et illimité, une suite sans fin de jouissances physiques ; si vous vous jugez autorisé à prétendre à tout, autorisé à vous emparer, de par la nature, de tout bien qui vous agrée, de toute personne qui vous plaise ; si vous vous croyez maître absolu et perpétuel de toutes choses, par conséquent maître de rejeter toute différence entre votre bien et le bien d'autrui, entre votre femme et la femme d'autrui : alors, il est vrai, l'institution de la famille met obstacle à vos désirs, à votre bonheur prétendu. Mais, si vous acceptez le bonheur comme l'a fait le Créateur des hommes, si vous le savez borner et modérer, si vous le savez mettre uniquement là où il réside véritablement, dans les biens immortels de l'âme et de l'esprit, dans les joies qu'engendre la vertu, dans les délices qui naissent du dévouement : oh, dites-moi s'il est une institution qui favorise davantage ce bonheur-là, le vrai et durable bonheur ?

La famille est-elle antipathique à la franchise, à la dignité du citoyen?... On le soutient, parce que l'on a une notion bien affligeante de l'essence de la famille; parce que l'on prétend que l'hypocrisie et le mensonge infectent la plupart des familles, que tout mari et toute femme sont portés naturellement à l'adultère et au concubinage, et malheureusement forcés par le respect humain, ou par la loi civile, à cacher leurs goûts, à déguiser leurs habitudes. Soyons sincères, ajoute-t-on; osons pratiquer ouvertement ce que nous pratiquons en secret; comme le mariage est une coutume qui entraîne et impose la dissimulation, remplaçons-le par des unions libres qui n'exposent ni à l'adultère, ni à la dissimulation. Qui n'est plus enchaîné à perpétuité, n'a plus rien à feindre, n'a plus rien à rompre; et c'est une honte pour un citoyen de se laisser enchaîner!..... Deux éléments d'erreur gisent au fond de cette exhortation déplorable : un raisonnement faux et un sentiment dépravé. C'est bien mal raisonner que de prétendre que tous les hommes et toutes les femmes voudraient à chaque instant changer d'époux, comme de vêtements; que toutes les familles sont en proie à l'hypocrisie et au mensonge, à un adultère déguisé; et de prétendre cela, parce que bien des époux sont en effet inconstants et infidèles, et bien des familles divisées par des commerces illicites. C'est ce qui s'appelle conclure du particulier au général, c'est déraisonner; ou plutôt, c'est faire un sophisme dont la racine part du cœur même. C'est



le cœur déchu qui, pour se livrer sans gêne à des caprices charnels, voudrait faire croire que l'unité et la sainteté du mariage blessent la dignité et la franchise des âmes élevées. Il voudrait nous prouver qu'il est plus grand, plus beau de s'unir et de se quitter à l'aventure, de laisser aller la famille au gré des vents, sans ancre et sans câble. Il nous représente la liberté irresponsable des animaux comme digne d'envie pour des êtres qui, jusqu'à présent, avaient pensé qu'il était noble et même doux de demeurer inviolablement attaché à un être choisi entre tous, à son mari, à sa femme. Il nous peint avec des couleurs attrayantes le bonheur de s'accoupler et de se délaissier, quand et où chacun voudra, c'est-à-dire, dès que le décidera la mobilité des sens. Dans ce tableau, que devient le fruit d'unions semblables, l'enfant ? Quelle nourriture, quelle éducation recevra-t-il ? Que fera la mère, lorsqu'elle aura perdu les charmes et les forces de la jeunesse ? Que deviendront les parents, quand leur vieillesse aura besoin de l'assistance de leurs enfants, c'est-à-dire, d'une postérité qu'ils connaissent à peine, qui les a oubliés, qui peut-être ne les a jamais connus ? Que sera le but de la famille ? Ce qu'il est parmi les bêtes. Il n'y aura plus alors d'autre fin pour le mariage que la procréation, que la génération physique des individus et la conservation matérielle de l'espèce. Quant à la conservation spirituelle, quant au développement moral de l'humanité, à l'aide de la famille, il n'en sera rien ; et il n'en peut plus rien

être, dès que le bonheur de l'homme est réduit à la sensualité, à une volupté grossière ou raffinée ; dès que le progrès consiste à varier et à multiplier les jouissances de la chair, et particulièrement les jouissances sexuelles. En proposant aux hommes une pareille réforme du mariage, on est plein de franchise, il est vrai ; mais quel gouffre de désordres nous révèlent de tels aveux ! Quelle idée s'y fait-on de la dignité humaine ? Nos pères croyaient que l'homme ne devait avoir qu'une seule femme, comme il n'a qu'un seul Dieu ; nos réformateurs modernes soutiennent qu'il est plus conforme à la nature de l'homme de prendre successivement pour femmes toutes les personnes qui peuvent lui plaire, comme fait le mâle pour toutes les femelles qu'il rencontre sur son passage. Le modèle qu'on nous propose, la sociabilité des brutes, a peu de ressemblance, certes, avec l'exemple que nos aïeux nous ont légué et qui fait vivre les époux en société avec Dieu même.

Voilà pourquoi l'on ose avancer que l'institution de la famille est opposée aux vrais besoins de la nature.

Aux vrais besoins de la nature !... Quels sont-ils, ces besoins ? C'est là-dessus que nous différons d'avis. Nous pensons que la nature véritable de l'homme n'est pas bornée aux appétits de son corps, aux instincts matériels ; nous croyons qu'elle est principalement composée de son cœur et de son esprit, de son moral. Nous pensons donc aussi que ses besoins moraux doivent l'occuper de préférence,

et régler ses besoins physiques. Ce qui nous confirme dans cette conviction, c'est que nous voyons jouir d'un bonheur réel et durable, d'une paix inaltérable, ceux qui aiment mieux satisfaire les sages désirs de leur âme, que les exigences aveuglément impérieuses de leur corps ; tandis que nous voyons en butte à toutes les agitations, à toutes les déceptions, la plupart de ceux qui vivent pour leur estomac plutôt que pour leur conscience. Ce qui achève de nous rendre respectable cette même persuasion, c'est que la vie de famille, celle d'une famille sainte et bénie, satisfait excellemment ces besoins supérieurs de notre nature, ces besoins de pure et constante félicité ; pendant que la vie contraire, celle qui erre d'homme à homme, de femme à femme, qui cherche le plaisir dans la promiscuité, dans un mélange confus et changeant des âges et des individus, dans un carnaval perpétuel, n'engendre que satiété, dégradation physique et morale, misères et hontes de tout genre. Que l'on se garde de nous répondre : « Toute affection réelle et par-  
tagée, tout amour est saint et inspiré de Dieu. » Le doigt de Dieu se reconnaît, sans doute, à l'attraction sérieuse des cœurs ; mais cette attraction ne suffit pas : pour être vraiment divine, pour durer et pour porter de bons fruits, il faut qu'elle soit consacrée par Dieu même, placée sous son invocation, sous sa loi bienfaisante ; il faut qu'elle soit sanctifiée, dès l'origine, par la vertu de l'esprit divin, par la vraie vertu. Partout où cette sanction

manque, l'amour n'est qu'un goût inconstant, un penchant éphémère ; et le mariage n'est qu'une union de passage, sans bonheur pour les individus, sans honneur pour la patrie... « Cette coutume de consacrer religieusement le mariage, dites-vous, et cette défense de divorcer aussi souvent que l'on voudrait, est une contrainte, une violence faite à la nature ; par conséquent, une duperie absurde, une sottise privation, une vieillerie ridicule et désavantageuse au genre humain ! » L'expérience est là pour vous répondre, pour vous dire qui est dupe, de celui qui respecte les lois divines et humaines, ou de celui qui les méprise et les brave ; pour vous montrer lequel des deux comprend mieux les vœux de la nature et les desseins de son auteur, lequel jouit d'une plus grande somme de félicité et s'approche davantage de la perfection où doit atteindre l'humanité.

La famille, dites-vous enfin, est contraire aux nécessités, aux conditions sociales d'un peuple libre, autant qu'aux besoins de la nature.

Mais n'est-ce donc pas un peuple libre, celui dont chaque membre peut exercer tous ses droits sans être jamais inquiété ? Et l'institution de la famille empêche-t-elle un citoyen d'exercer ses droits ? Vous l'affirmez, parce que vous regardez comme un droit naturel et inaliénable la faculté de satisfaire jusqu'aux plus hideuses convoitises de l'égoïsme. Vous avez une femme, une fille, que je voudrais m'approprier ; mon désir constitue un titre de possession ; vous refusez de me l'accorder ; vous entravez

donc l'usage de ma liberté ; vous portez donc atteinte à ma qualité d'homme libre, à ma dignité de citoyen : voilà comment raisonne la passion !... Ne perdons pas votre temps et nos peines à raisonner contre elle : esclave, elle a perdu le droit d'être réfutée.

Concluons plutôt que tous vos motifs pour dissoudre la famille ne font que mieux ressortir son empire salutaire et juste. La proscrire et la condamner, ce n'est pas là ce qu'il faut. Epurons-la, affermissons-la ; multiplions les familles et répandons le goût des vertus domestiques. Réformons les familles, non en les démembrant totalement, mais en les resserrant autour du foyer, autour de la piété qui seule le protège. Reconnaissons que nos familles ont grand besoin d'être régénérées : eût-on songé à les attaquer, si elles n'avaient pas donné lieu à critique et à censure ? Beaucoup de familles ont commencé par le suicide, avant que tel sage prétendu s'avisât de conseiller le meurtre de la famille. L'esprit qui fait vivre et respecter une maison s'est retiré de bien des toits : redonnons-le leur, si nous voulons qu'ils durent et prospèrent. Quel est cet esprit ? La vue des familles vraiment heureuses répond à cette question. Cet esprit, c'est l'esprit d'ordre et de piété, c'est l'amour de Dieu et de ses souveraines volontés. Faites revenir pour toujours, faites constamment intervenir la pensée de Dieu au sein des familles, entre mari et femme, entre parents et enfants, entre maîtres et servants ; faites sentir de



nouveau à chaque membre de famille la toute-présence de la divinité, et de nouveau vous changerez l'existence domestique en une sorte de culte intérieur, de communion quotidienne et d'adoration pratique !

---

### III. EST-IL SENSÉ DE NIER DIEU ET D'ATTAQUER LA RELIGION ?

En tout autre temps que le nôtre, cette question même eût été regardée comme une folie, autant que comme un blasphème. Aujourd'hui l'on doit, non-seulement la poser, mais la traiter sérieusement ; car on en est venu à proclamer *la destitution* de Dieu, après avoir réclamé l'abolition de la famille et de la propriété. Au milieu de tant de réclamations et de déclamations, après tant d'acclamations, le mot de Dieu n'a plus paru qu'une exclamation vaine.

Dieu, le protecteur des familles, le gardien des biens ; Dieu, le refuge des personnes et l'arbitre des Etats, doit être frappé ! Il est déclaré, non-seulement un terme vide de sens, une fiction superflue, une invention absurde, mais une superstition nuisible, funeste, plus pernicieuse encore qu'inutile !

Cessez de croire en Dieu, nous dit-on, cessez de le craindre ou de l'aimer, si vous voulez être libre et heureux. La foi en une divinité juste et sainte, toute-puissante, partout et toujours présente, tel est le principal obstacle à votre félicité. Le désir de lui plaire, de lui obéir, l'espoir d'être un jour réuni à

lui, avec ceux que vous aimez, dans le sein d'une paix inaltérable, telle est la vraie source de vos maux et de vos erreurs. Pour affranchir les hommes, pour régénérer la société, il importe de *chasser incessamment l'idée de Dieu de notre esprit et de notre conscience* ; il importe de briser ce joug odieux, ce dernier reste d'esclavage ; il importe de bannir à jamais *ce bourreau de la raison, ce spectre de la conscience*, qui nous empêche de parvenir à une indépendance absolue et à un bien-être illimité. Guérissons les peuples de cette vieille et honteuse maladie. Plus on aime l'humanité, plus on doit détester cette idole risible, ce vocable imaginé par les rois et les prêtres, par les tyrans des cours et des sanctuaires, pour asservir les nations, pour les maintenir dans une enfance stupide, dans une tutelle sans fin. Le jour où l'on ne daignera plus même *siffler* le nom de Dieu, plus même *le vouer au mépris et à l'anathème* ; le jour où l'on en aura perdu tout souvenir, ce jour-là, bénissons-le, car, dès lors, plus de misère, plus de guerre ici-bas : tout sera douceur et abondance, tout sera *paix et amour*. Notre globe, maintenant profané et désolé, sera redevenu le séjour du pur et universel bonheur, sera devenu le paradis que nous souhaitons!...

Voilà ce que vous entendez prêcher en plusieurs langues, à travers les parties les mieux cultivées de ce globe ; voilà les conseils dont l'exécution nous doit procurer toutes les félicités imaginables.

La négation de Dieu, la proscription de la foi, l'a-

théisme, devient ainsi un service éminent, un bienfait inappréciable : un service, parce que, dit-on, le respect de Dieu et des choses sacrées gêne et comprime l'essor des hommes vers le bien-être ; un bienfait, parce que la crainte de Dieu et de la vie future empêche les hommes de faire ou d'éviter beaucoup de choses qu'il leur serait agréable d'éviter ou de faire.

Répondons avant tout à ces deux sophismes.

La religion comprime-t-elle l'essor vers le bien-être, tend-elle à nous maintenir dans la misère?... Ici il s'agit d'abord de savoir à quels moyens vous voulez recourir pour vous élever à la fortune, à la jouissance des biens matériels, pour vous affranchir de la pauvreté. Conseillez-vous des moyens illicites et immoraux, le vol et la fraude, la confiscation et la spoliation, l'usure et l'expropriation, tous les genres d'abus de confiance ou de pouvoir ? En ce cas, oui ; la pensée de Dieu est une gêne et un obstacle.

Mais ne voulez-vous employer que des moyens légitimes, des ressources pures et honnêtes, la religion ne saurait vous être un embarras. Elle devient, au contraire, elle peut du moins devenir un nouveau motif d'activité, un nouvel aiguillon : l'homme pieux travaille plus, ou mieux, que l'homme dénué de foi et de mœurs, parce qu'il désire acquérir en vue de donner, pour faire du bien à sa famille, à sa commune, à son église, à quiconque pourrait avoir besoin de son assistance. L'homme pieux redouble

d'énergie, parce qu'il aime son prochain, et parce que Dieu a la paresse en une sainte aversion. L'ouvrier vertueux et fidèle rougirait de s'enrichir en dépouillant les riches et en trompant les pauvres. La crainte de Dieu le stimule, au lieu de l'importuner; l'amour de Dieu féconde son travail. Pour lui, Dieu n'est pas un surveillant, un geôlier; c'est un aide, un compagnon d'œuvre; c'est un patron toujours prêt à le soutenir et à le récompenser. La piété et la charité le rendent économe et prudent, laborieux autant que bon, aussi sage que bienfaisant. Le jour du repos, le jour qu'il consacre au Seigneur, le dimanche, il ne le considère pas comme une journée perdue : non, ce jour est de toutes ses journées la plus fertile; ce jour l'empêche de se dissiper le lundi et de dépenser en peu d'heures le produit de la semaine entière; ce jour enfin le remplit de force et de courage pour les travaux de toute la semaine. La religion l'aide donc à parvenir à l'aisance, la miséricorde qu'elle lui recommande éloigne de lui l'indigence, la foi vérifie pour lui et pour sa famille ces paroles infaillibles : *A qui cherche premièrement le règne de Dieu et sa justice, toutes choses seront données de surcroît.*

La religion nous empêche-t-elle d'agir ou de jouir comme il nous serait agréable d'agir ou de jouir ?...

Nous convenons que ceux qui rapportent tout à l'agrément des sens, au plaisir, aux jouissances matérielles, à l'intérêt personnel, peuvent aisément s'impacienter de ce que l'on cherche encore à subor-

donner l'agréable au juste et au bien , au saint et au divin. Nous comprenons qu'ils se révoltent , lorsqu'on les invite , au nom d'un Etre immatériel et invisible, au nom de joies tout intérieures et spirituelles, à dompter la chair et à vaincre l'égoïsme. Nous concevons qu'ils taxent ces exhortations de stupidité et de tyrannie. Mais un jour ils conviendront à leur tour qu'ils se trompaient sur la nature et la fin de l'homme, sur sa vraie félicité et sur sa vraie liberté ; et que ce qu'ils appellent *bon* aujourd'hui n'est point le véritable *bien* de l'humanité. Ils tomberont d'accord alors avec les serviteurs de Dieu que les inspirations de l'esprit valent mieux que les appétits du corps ; que Dieu ne met un frein à nos convoitises que pour nous rendre heureux ; que ce qui nous paraît d'abord âcre et amer nous semble doux plus tard ; que ce qui est dur et lourd à notre jeunesse devient pour notre âge mûr, pour notre vieillesse, pour notre éternel avenir, un motif de joie, de satisfaction, d'infini contentement.

Il n'y a donc aucune raison plausible pour inviter les hommes à proscrire le nom et la pensée de Dieu. Il y a mille motifs, au contraire, pour répéter avec le sage : *L'insensé seul dit dans son cœur : il n'y a point de Dieu !*

Serait-il possible, d'ailleurs, de mettre en pratique une pareille proposition ?

Non, heureusement. Vous aurez beau dissenter et disputer contre l'existence de Dieu, déclamer et décréter contre l'adoration de la divinité, démontrer



et déclarer que la religion met obstacle et peut-être fin au bonheur des hommes, met le comble à la misère des individus et de la société : en réalité, peu d'auditeurs vous croiront, et Dieu continuera de verser des torrents de bienfaits sur vous et sur ses impuissants blasphémateurs.

C'est que la croyance en Dieu, quoique voilée en nous, quoique si souvent obscurcie par nos péchés, nous est inhérente, nous est naturelle et innée. C'est que la foi religieuse nous est une nécessité intérieure et permanente. C'est que nulle société, si barbare qu'elle soit, ne peut s'en passer. C'est que Dieu est l'Être des êtres, et par excellence nécessaire. Nécessaire à notre vie, à notre cœur, à notre jugement, à notre conscience ! Nécessaire à l'univers qui nous entoure, et dont l'admirable ordre et l'organisation parfaite et le gouvernement harmonieux nous révèlent sans cesse la puissance de son créateur, la sagesse de son ordonnateur, la bonté de son gouverneur ! Nécessaire au pays où nous vivons, à l'Etat dont les éléments et les fondements n'ont d'autre origine ni d'autre garantie que l'auteur des nations, que leur suprême législateur, que leur juge final ! Nécessaire à ces espaces immenses où notre terre est comme perdue, à ce temps qui coule et nous entraîne sans relâche, à cette éternité qui nous attend, à tous ces océans visibles et invisibles où Dieu seul sert de boussole à notre œil, à notre intelligence ! Nécessaire toujours et partout, à tout ce qui est ou passe, à tout ce qui vit, marche,

respire, mais principalement aux êtres qui sentent, pensent et veulent, dont l'esprit s'élance par intervalles au delà des horizons terrestres, dont l'âme aspire parfois à une perfection illimitée en connaissance, en dévouement, en sainteté, à une existence sans fin, remplie par un progrès sans bornes ! Nécessaire à des cœurs qui ont besoin d'aimer, de se confier en un cœur absolument bon et sage, juste et saint, qui ont besoin d'espérer que ce cœur infiniment charitable se montrera aussi infiniment puissant, pourra et saura ce qu'il voudra, c'est-à-dire, daignera satisfaire leurs légitimes désirs et exaucer leurs ferventes prières !

La preuve que la religion, au lieu d'être une invention inutile et pernicieuse, est une institution souverainement utile et absolument indispensable, l'*unique chose nécessaire*, c'est que l'on n'a encore rien découvert qui puisse y suppléer, y succéder.

Qu'est-ce qui la remplacerait, qui la supplanterait ? Serait-ce le bien-être et l'opulence ? Serait-ce le pouvoir et ses honneurs ?

Demandez-le à ceux qui pleurent, à ceux qui ont perdu un parent aimé, un ami chéri, leur père ou leur enfant, leur mère ou leur femme. Il n'est point de richesse, il n'est point de dignité capable de soulager leur douleur, mais il est une puissance capable de les consoler, de les soutenir, de les réjouir même ; et cette puissance, c'est ce que vous nous proposez de *siffler* et de *proscrire*.

Demandez-le à ceux qui ont des regrets, des remords, des repentirs : et qui de nous n'en a pas ? Demandez-le à ceux qui ont à se reprocher quelque sentiment coupable, quelque vile ou criminelle action. Ils sont riches, peut-être, et considérés parmi leurs concitoyens ; et cependant ni la fortune ni la gloire ne les empêchent de languir sous le poids de leur conscience. Qui les absoudra, qui leur rendra cette paix de l'âme, sans laquelle il n'est pas de bonheur ? Celui, évidemment, que vous prétendez *vouer au mépris et à l'anathème !*

Demandez-le à ceux qui doivent quitter ce monde, quitter leur famille, leur carrière, leurs affections ; à ceux qui gémissent sur le lit de mort, qui approchent de ce *maître-jour*, pierre de touche des vies et des caractères, qui voudraient s'en aller en paix, pour le salut de leur âme et l'édification de leurs amis. Qui leur apprendra à mourir noblement, à expirer saintement ? Qui sera-ce, si ce n'est Celui que vous traitez de *menteur* et d'*imbécile* et que vous invitez à *chercher parmi les bêtes d'autres victimes !*

Demandez-le à ceux qui sont en quête du mot de cette énigme antique, que l'on appelle l'existence humaine ; à ceux qui sont tourmentés du besoin de savoir d'où ils viennent, ce qu'ils sont, où ils doivent aller ; du besoin de savoir ce qu'ils peuvent connaître, ce qu'ils doivent faire, ce qu'ils osent espérer. Ce sont toutefois gens fort instruits, doués de talent et d'esprit. Eh bien, ils vous disent sincèrement : Notre esprit, notre talent, notre instruction,

n'ont pas de quoi nous contenter. Une seule chose, une seule conviction nous éclaire et nous tranquillise : c'est la pensée de cet Etre dont *le règne est fini*, selon vous ; c'est la persuasion que l'homme descend et dépend de cet Etre, qu'il a été fait par lui, qu'il peut apprendre de lui ce qu'il doit devenir ; c'est la ferme assurance que cet Etre, tout lumière et tout chaleur, veut aussi que nous vivions, maintenant et toujours, en société avec lui, dans une union qui remplisse de lumière notre intelligence et nos cœurs d'une chaleur aussi douce que durable.

Et c'est cette assurance, c'est cet Etre que l'on nous représente comme un préjugé funeste, destructif du bonheur individuel, subversif du repos social, abominable et maudit. Et c'est l'empire de cet esprit, et c'est l'influence de ce monde invisible et immortel, que l'on prétend anéantir pour le bien et l'avantage des hommes ; que l'on essaye de remplacer par le règne absolu de la matière, du monde palpable et visible, par l'empire des instincts et des appétits physiques, par la souveraineté restaurée de la chair, par le triomphe savamment organisé de la jouissance animale !... Tentative, non stérile, hélas ! mais pourtant aussi vaine que déplorable ! Si vous nous ôtez la foi en Dieu, en une divinité toujours bienfaisante, en une paternelle providence, en un protecteur d'une bonté infinie, infinie alors même qu'il frappe et qu'il afflige ; si vous enlevez à l'Etat, à la famille, à la propriété, au travail, l'unique bouclier, l'unique épée qui les dé-

fende toujours, ne vous imaginez point que vous nous ayez servis, éclairés, affranchis, enrichis. Non, non : vous aurez fait de nous les plus misérables des créatures, plus misérables que le mouton qui broute l'herbe, que le tigre qui s'abreuve de sang : plus misérables, puisque vous nous aurez isolés et désolés, puisque vous aurez déchiré tous nos liens avec notre céleste consolateur.

Oui, si Dieu n'est plus, s'il est enseveli pour toujours et mort sans devoir ressusciter jamais, si Dieu a cessé de vivre et de régner, l'homme n'est plus *de race divine*, et n'est point appelé à rentrer dans le palais de son père. Si Dieu est *détrôné et brisé*, l'homme n'est plus roi. Si tout, hommes ou choses, personnes et biens, n'est que matière et corps, n'est que chair ou poudre, rien n'est plus sacré, rien n'est plus inviolable. Le saint nom de Dieu rend seul inattaquables et respectables les êtres qui l'invoquent et les objets pour lesquels il est invoqué. Le culte de Dieu est seul propre à couvrir d'une sanction révéree ce que nous sommes et ce que nous avons, l'individu et la chose publique, le foyer privé et la patrie. M'inclinerai-je encore devant un mortel, une fois que j'aurai désappris à m'incliner devant l'Immortel ?

Non, l'homme n'est plus un être sociable, dès qu'il n'est plus un être religieux : ce n'est plus alors qu'un animal plus adroit, plus rusé, plus vigoureux peut-être, que les animaux qui l'entourent. Entre lui et ses semblables, il n'y a plus de lien



suprême, plus d'obligation sérieuse, plus de devoir, plus de motif de reconnaissance ou d'estime, plus de source de désintéressement et de vraie sympathie. Le nœud qui le rattachait au principe de la sympathie et du désintéressement, à la source de la justice et de l'amour, ce nœud a été tranché, brisé, comme s'il n'était qu'une chaîne d'esclave, ou qu'une corde de prison. Quel autre lien peut nous unir encore, peut encore durer? La force brutale? la force armée? l'instinct physique? le calcul? l'astuce? l'égoïsme? Essayez de bâtir avec de pareils éléments une société solide et libre. Essayez de réunir vos frères au moyen de ce dissolvant universel. Essayez de leur donner ainsi *la paix et l'amour*, que cette chimie sociale et religieuse doit leur procurer dans une plénitude et une pureté primitives. Essayez, essayez!...

Non, il nous est impossible de nous écrier avec vous : *Dieu, retire-toi!* Quand même nous ne sentirions pas le besoin d'être soutenus et inspirés de ce Dieu que vous vous appliquez à expulser de l'humanité et de l'univers; quand même nous ne l'aimerions pas, nous ne pourrions partager vos transports. Nous aimons trop les hommes, nous aimons trop nos frères, nous nous aimons trop nous-mêmes, pour nous priver d'un tel appui. Nous sentons trop notre impuissance pour rejeter les secours du Tout-Puissant. *Viens, ô notre Père, reviens, ô notre Force*, voilà ce que nous ne cesserons de demander, et pour nous, et pour notre patrie.

Nous ne pensons donc pas, avec vous, que notre pays est perdu, parce que, çà et là, par intervalles, il croit encore à Dieu et lui obéit encore. Nous pensons, au contraire, qu'il se perdra, s'il ne devient pas plus religieux. Nous ne nous plaindrons pas d'apercevoir encore quelques étincelles de foi, au milieu de nos populations attristées; mais nous nous plaindrons d'en apercevoir un si petit nombre. Nous ne signalerons pas la crainte et l'amour de Dieu comme un obstacle au bonheur public et à une liberté pacifique; nous signalerons la diminution de cette crainte, l'extinction de cet amour, comme la vraie cause des malheurs et des troubles de notre temps. Ce n'est pas la destruction de l'esprit religieux, de l'esprit de prière et de charité, c'est son retour, c'est sa résurrection que nous regarderons comme un moyen, comme le principal moyen de sauver la société.

Sauver la société, en la dépouillant de ce qu'elle a regardé jusqu'à présent comme le *salut* par excellence; en la détachant de celui qu'elle a jusqu'à présent adoré sous le titre spécial de *Sauveur*; en maudissant ce libérateur, en l'appelant un imposteur, et en tentant de plonger son œuvre d'amour dans un éternel néant! Sauver la société, à force de conspuer et d'amortir toutes ces croyances consolantes, toutes ces puissances édifiantes, toutes ces vertus régénératrices qui de tout temps ont soutenu et agrandi les nations! Sauver la société, en recommandant au mépris des pauvres et des misérables

les preceptes, les conseils, les encouragements, les bénédictions de celui qui était venu *pour évangéliser les pauvres et pour guérir les malades* ! Sauver la société, en l'exhortant à quitter le christianisme pour l'athéisme, à désert<sup>er</sup> le *bon pasteur qui laisse sa vie pour son troupeau*, à préférer aux douze Galiléens dont la simple et franche prédication changea le monde, l'armée de Spartacus uniquement occupée à piller, à dévaster, à s'assouvir de débauche et de carnage !

Sauver la société par un tel assemblage de moyens destructeurs et de ressources meurtrières, quelle contradiction ! Quelle profonde opposition entre le but et la route ! C'est prétendre récolter le calme, après avoir semé des tempêtes. C'est exiger de vifs remerciements de l'homme à qui vous avez crevé les yeux, pour avoir été ainsi prémuni contre certaines maladies auxquelles la vue peut être exposée.

Et supposons que vous parveniez à déraciner de mon cœur la dernière fibre de la piété, que vous n'y laissiez subsister que l'envie de jouir et de dominer : pourrez-vous pleinement satisfaire cette envie ? Et si, par vos refus, vous me rendez mille fois plus mécontent que je ne le suis à présent, que me répondrez-vous alors ? Que me répondrez-vous, quand je vous accuserai de m'avoir ravi mon unique compensation, mon espérance, mon ciel, mon Dieu ? Que me répondrez-vous, lorsque je vous supplierai de me tirer de l'affreuse nuit de mon désespoir ? Vous ne pourrez plus étaler devant moi la frêle

fantasmagorie de vos promesses illusoires, et vous n'oserez pas me montrer la croix où fut attaché le Christ une seconde fois par vos mains! Que me répondrez-vous?...

---

## CONCLUSION.

Si le péché rend les peuples misérables,  
la justice seule élève les nations.

(PROV. XIV, 34.)

Nous venons d'examiner avec vous, chers frères, les mesures qui sont le plus souvent proposées pour régénérer et pour pacifier la société.

Avec nous, vous avez reconnu la nécessité de les partager en deux classes très distinctes : d'une part, des réformes incomplètes et insuffisantes; de l'autre, des réformes impraticables, fausses et subversives.

Combien nous désirons que vous ayez accueilli avec un intérêt bienveillant, avec une approbation sympathique, les moyens par lesquels nous avons tenté de compléter, de perfectionner les remèdes insuffisants, et de remplacer les mauvais conseils! Combien nous souhaitons que vous ayez goûté la pensée qui renferme toutes nos réflexions : *Si le péché rend les peuples misérables, la justice seule élève les nations.*

Laissez-nous résumer le tout en peu de mots, et le remettre sous vos yeux.

I. La déclaration des droits de l'homme et du

citoyen a besoin d'être complétée par une déclaration des droits de Dieu, c'est-à-dire des devoirs humains.

II. Le décret de la liberté a besoin d'être balancé et soutenu par la pratique de la piété.

III. Le dogme de l'égalité a besoin d'être accompagné et suivi du désir de l'égalité en vertu, en justice et en charité, du désir de l'égalité devant Dieu.

IV. Le précepte de la fraternité a besoin d'être fondé à la fois sur le sentiment consciencieux de la responsabilité individuelle et sur un amour religieux du prochain.

V. La reconnaissance du droit au bonheur, au progrès, exige, non-seulement des idées justes sur le bonheur et le progrès, mais le désir commun de s'entr'aider dans la recherche du bonheur, dans la réalisation du progrès.

VI. La promulgation de la souveraineté du peuple demande, pour appui et pour contre-poids, le respect universel de la souveraineté de Dieu, l'universel respect de la justice divine.

VII. Le patriotisme, la vertu civique, ne sera vraiment utile qu'en s'unissant aux vertus domestiques et aux devoirs envers Dieu.

VIII. L'éducation publique, l'instruction populaire n'est pas tout, ne sert pas à tout, ne suffit point : il y faut joindre l'éducation intérieure, l'instruction qui s'acquiert dans la famille et par l'église.



IX. L'organisation du travail est incompatible avec la désorganisation des travaux : pour s'opérer, elle doit procéder de l'organisation préalable et morale des travailleurs, par une saine organisation de leur cœur et de leurs mœurs.

1) Loin de proposer l'abolition de la propriété, il importe, d'une part, d'accroître le nombre des propriétaires et d'affermir les titres de toute possession légitime; d'autre part, d'apprendre à tous, pauvres ou riches, à savoir se détacher, en esprit et en effet, des biens et des jouissances matérielles, à mettre la possession de soi-même au-dessus de toute autre possession, à ne vouloir posséder que pour donner, à craindre la misère de l'âme mille fois plus que les misères du corps.

2) Au lieu de viser à la dissolution de la famille, il importe de multiplier les familles véritables, civilement et religieusement consacrées, de resserrer les liens de famille, de cultiver les affections et d'honorer les vertus domestiques, de relever le culte du foyer, le culte domestique; enfin, de replacer, le mariage sur sa base divine, sur le fondement de la foi.

3) Au lieu de travailler à la complète destruction de la religion, de la vie religieuse, au lieu de conseiller le mépris de Dieu et des choses sacrées, il importe de ramener les peuples à leur chef invisible, à leur souverain spirituel; il importe de les convaincre qu'en dehors du règne de Dieu il ne saurait y avoir pour eux, ni liberté, ni bien-être, ni paix, ni avenir.

En retraçant ce tableau, nous nous attendons à deux genres d'objections et de réclamations.

Les uns nous diront : « Au fond vous ne cessez de nous parler de *devoirs* et de *Dieu* ! Vous oubliez que nous sommes émancipés et majeurs, que nous ne sommes plus à l'école. Vous devriez savoir qu'à notre âge on substitue les *droits* aux *devoirs* et l'*homme* à *Dieu* ! Vous le devriez savoir, puisque vous prétendez nous conseiller uniquement ce qui est mâle, raisonnable et juste ! »

Les autres nous répondront : « Nous n'avons pas de parti pris contre vos conseils de morale et de religion, contre votre rappel aux *devoirs* et à *Dieu* ; mais nous ne nous sentons pas en état de mettre ces conseils en exécution, de remplir ces *devoirs*, de servir ainsi *Dieu* ! Ce n'est pas assez de nous indiquer ce qu'il faudrait penser ou faire ; il est nécessaire de nous donner la puissance de le penser, la faculté de le faire. Nous sommes disposés à vouloir : c'est le pouvoir qui nous manque ; c'est la possibilité d'agir selon vos conseils qu'il faudrait nous communiquer ! »

Voici ce que nous répliquerons aux premiers, avec autant de franchise qu'ils nous en ont montré.

Vous avez une fausse idée du *devoir*, à notre avis. Vous n'y voyez qu'une obligation gênante et importune, qu'une privation, qu'une sujétion, qu'une servitude, qu'un joug, qu'une chaîne, qu'un poids difficile ou impossible à supporter, et qui mérite, par conséquent, d'être secoué et re-

jeté. Cette idée erronée, vous l'avez, parce que vous prenez le devoir pour l'ordre inflexible d'un maître tyrannique. Si vous saviez le regarder comme l'expression salubre d'une volonté bienveillante, comme le vœu d'une personne essentiellement bonne, c'est-à-dire qui ne peut souhaiter et opérer que le bien, que votre bien et votre bonheur; si vous saviez faire refluer et remonter le devoir, non pas à une nécessité inaccessible, inexplicable, implacable même, non pas à une aveugle et inexorable fatalité, non pas à *Satan*, mais à un être aussi aimable qu'aimant, mais à un Père qui, par-dessus tout, est bienfaisance et miséricorde; alors vous y verriez une disposition faite en votre faveur, dans votre unique et véritable intérêt, une mesure prise exclusivement pour votre félicité, une loi arrêtée et appliquée en vue de votre bonheur présent et à venir. Si vous saviez apercevoir au fond de ce fait universel et incontestable, non un ennui et un esclavage, non un mensonge diabolique et suranné, mais un pur et immortel bienfait : alors vous y salueriez une source de satisfactions et une garantie de liberté. Si vous saviez regarder l'idée de devoir comme la preuve d'un infini dévouement, comme une marque de sollicitude de la part d'un père qui conseille à ses enfants la poursuite de telles choses, parce que l'expérience et la réflexion lui ont appris que leur bonheur dépend de cette poursuite, et de cette poursuite seulement; si vous saviez la regarder comme l'expression d'une tendresse divine, ardente

à désirer que tous les hommes prennent le seul chemin qui mène sûrement et directement vers la vraie fin de leur nature : alors vous considéreriez le devoir comme ce chemin même, et non pas comme l'opposé de votre destination, de votre constitution. Dès lors aussi, bien loin de vous révolter contre l'idée de devoir, bien loin de la bannir et de la supplanter par la notion de droit, vous vous empresseriez de réclamer votre part au devoir, comme un privilège, comme un honneur, comme une jouissance. A la tête de tous vos droits, vous vous hâteriez d'inscrire LE DROIT AU DEVOIR; le droit sublime de servir Dieu et les hommes, le droit céleste de louer Dieu et d'obliger les hommes; LE DROIT AU DEVOIR, ce droit inconnu aux bêtes et aux brutes, et réservé à leurs maîtres, aux êtres intelligents et libres ! Vous seriez fiers et heureux de réclamer partout ce précieux droit, parce que vous auriez compris que la joie la plus douce consiste à donner ce que l'on a, ce que l'on est, à se donner et à se confier, comme Dieu se donne, comme Dieu donne et aime. Vous ne parleriez plus même de devoir, de dette et d'obligation ! Un besoin nouveau se serait, en effet, déclaré en vous avec une énergie extraordinaire ; le besoin même sur lequel vous fonderiez avec raison, avec autorité, l'admirable droit au devoir. Vous dévouer aux autres, à vos frères, à vos semblables, vous serait devenu nécessaire, serait nécessaire à votre propre repos, à votre contentement personnel, à votre cœur enfin, à ce cœur qui est la vie et le tout

de l'homme, et qui, plus vaste que le monde, ne peut être rempli que par une affection plus grande encore, par l'affection d'un Dieu. Vous ne diriez plus en gémissant, ou en murmurant : *Il faut, je dois !* Vous diriez avec délices : *Je veux, j'aime à vouloir ! Je veux*, parce que c'est un bien pour moi ; *je veux*, parce qu'il veut, parce qu'il l'a voulu, Celui qui est le bien même, qui est mon bien, mon bienfaiteur, Celui qui est amour et bonté, Celui qui ne peut vouloir sans aimer, dont chaque volonté est une bénédiction, un bienfait ineffable pour ceux qui l'accomplissent filialement. En un mot : *vous auriez faim et soif de justice et de charité ; et vous seriez bienheureux !* (Matth. V, 6.)

Il est vrai, pour concevoir ainsi le devoir, il faut d'abord croire que l'ordre moral et éternel de ce monde n'est pas un pur et simple effet du hasard, un caprice, un coup de dé, un jeu de la fortune ; il faut croire qu'il est l'ouvrage prémédité d'une intelligence infiniment sage et bonne ; il faut donc croire que cette intelligence, cette cause suprême, existe réellement, sinon visiblement ; il faut donc croire qu'il existe un être en qui cette *justice* et cette *charité* sont pleinement réalisées et constituent son essence même ; croire qu'il existe un être absolument équitable et foncièrement affectueux, une providence surnaturelle et pourtant mêlée à toutes nos affaires ; croire que *Dieu règne*, et ne règne que par la justice et l'amour ; croire qu'il vit, qu'il sera toujours présent à notre vie ; croire enfin que Dieu



est et qu'il se manifeste *comme le rémunérateur de ceux qui le cherchent, qui cherchent sa justice, qui en ont faim et soif !* Il faut donc tout d'abord croire !... (Hébr. XI, 6.)

Et que répondrons-nous aux autres, à ceux qui assurent qu'ils ont le vouloir, mais qu'ils manquent du pouvoir ?

Ou vous vous croyez plus faibles que vous ne l'êtes en réalité ;

Ou vous ne voyez pas que l'aveu sincère de votre faiblesse est un commencement de puissance, un gage assuré de force.

Ou vous vous croyez plus faibles que vous ne l'êtes en réalité ! Le Tout-Puissant se montre envers vous beaucoup meilleur, peut-être, que vous ne le pensez. S'il vous a mis au cœur le désir de faire le bien, de remplir vos devoirs, de conformer toute votre vie aux lois de la justice et de la charité ; s'il a rempli votre âme de ces beaux vœux, ayez confiance, mettez-vous gaiement à l'œuvre ! car alors il vous a donné aussi, à votre insu, les moyens d'agir, les moyens de *faire sa volonté* et de hâter la *venue de son règne*. Alors, amis, prenez patience et courage : le Très-Fort est avec vous ! Cessez de vous plaindre de votre imbécillité, abandonnez-vous sans réserve aux inspirations, aux impulsions d'en haut ! Veuillez, veuillez vouloir, et vous pourrez ; vous pourrez vouloir et faire, vous voudrez pouvoir, vous pourrez ! Entrez sans partage, sans hésitation, dans la voie où l'Eternel vous appelle, où le prodigieux mouve-

ment de notre siècle vous forcera de marcher, malgré vous, où vous ne marcherez bien, avec fruit pour vous-mêmes, avec avantage pour vos frères, qu'en y avançant volontiers, avec une fermeté spontanée et soutenue, les yeux fixés sur ce soleil de justice qui brille d'un éclat incomparable autour de la croix du Calvaire !

Où vous ne voyez pas que l'aveu de votre faiblesse est un germe de puissance, un gage certain de force ! Il l'est cependant, puisqu'il atteste qu'en vous l'orgueil d'une fausse indépendance a fait place à l'humilité, au sentiment d'une dépendance filiale. N'espérant plus rien de votre capacité propre, de votre vertu propre, vous êtes disposés, vous serez de plus en plus disposés à vous tourner vers la source de toute force et de toute puissance réelle. Et cette source, étant en même temps la bonté même, vous refusera-t-elle le pouvoir de puiser dans ses profondeurs les secours dont vous avez besoin ? Ayant mis votre confiance, non plus en vous-mêmes, mais en Dieu, ne vous sentez-vous pas soutenus par son bras invincible ? Et vous sentant soutenus si merveilleusement, partout défendus et abrités contre toutes sortes d'ennemis et d'adversités, pourriez-vous fermer votre âme à la reconnaissance envers votre protecteur ? Mais comment témoignerez-vous cette reconnaissance, si ce n'est en cherchant à plaire à votre protecteur, en faisant sa volonté, c'est-à-dire en l'aimant, lui et ceux qu'il vous donne à aimer, en chérissant vos frères et en leur faisant du

bien, en remplissant enfin ces devoirs de justice et de charité que vous vous jugiez incapables de remplir ? L'esprit dont notre société a le plus besoin, l'esprit sans lequel elle ne sera pas sauvée, l'esprit de sacrifice et d'amour, n'est donc pas au-dessus de vos forces, lorsque vos forces sont celles de Dieu ; lorsque c'est à Dieu que vous demandez de vous communiquer cet esprit et de vous le conserver.

Peut-être, cette heureuse disposition à la dépendance envers Dieu n'est-elle chez vous qu'une lueur passagère. Eh bien, gardez-vous de la laisser s'affaiblir et disparaître ; retenez-la, affermissiez-la, augmentez-la promptement. Pour l'augmenter et l'affermir, il est un moyen très simple, dédaigné par les prétendus forts, mais employé par ceux qui sont réellement puissants, par ceux qui fondent et édifient, au lieu de ravager et de démolir, par les vrais héros de la foi et de l'amour. Ce moyen vulgaire, c'est la prière. Essayez de prier, suppliez Dieu de vous fortifier, de vous délivrer de l'égoïsme et de la vanité, de l'amour-propre et de la sensualité, des maladies dont souffre le *vieil homme*, et que nous avons tous héritées d'Adam et de ses fils. Approchez du *nouvel homme*, de ce second Adam qui est à la fois le Fils de Dieu et le Fils de l'homme ; approchez de lui pour devenir son héritier, son frère, son ami ; entretenez-vous avec lui, — il vous a parlé le premier, puisqu'il vous a aimés le premier ; — écoutez-le dans le silence de vos frêles raisonnements et de vos mesquines convoitises : voyez si des forces nou-

velles, des facultés inconnues, d'indicibles grâces ne viennent pas rajeunir insensiblement et retremper votre cœur, réjouir et éclairer votre âme... Direz-vous encore : « J'ai bien le vouloir, je n'ai pas le pouvoir ? » Non, vous direz : « *Gloire à Dieu, qui nous a donné le vouloir et l'exécution !...* »

Et maintenant, retournons-nous ensemble vers ceux de nos frères qui croient pouvoir sauver la société sans le secours de Dieu, sans le secours de la religion.

Ils prétendent sauver un monde dégénéré, uniquement en étendant, en universalisant les droits de l'homme et du citoyen, en nous procurant le plus de liberté et de bonheur que nous puissions désirer ou supporter. Ils promettent en même temps de reconnaître pour Sauveur celui qui aura le mieux étendu nos droits, le plus augmenté nos libertés et nos félicités...

Nous sommes de leur avis. Nous cherchons dans le présent, aussi bien que dans le passé, l'être à qui l'humanité doit cet accroissement de bonheur et d'indépendance. Il ne nous est pas difficile de découvrir ce que nous cherchons. Il y a longtemps, en effet, que l'humanité a décoré du titre de *Sauveur* Jésus de Nazareth ! La vie, les paroles, la mort, l'influence posthume de ce Sauveur, nous les examinons avec une froide sévérité ; et il nous est impossible de ne pas penser que l'humanité avait raison, a raison encore et aura toujours raison d'appeler Sau-

veur ce même Jésus de Nazareth, celui que l'antiquité chrétienne nommait le *philosophe crucifié* !

Qui donc a plus fait pour notre liberté et pour notre bonheur ? Ouvrez les pages de l'histoire et comparez les nations qui ont fleuri avant la venue du Christ, païennes ou juive, avec les peuples qui ont brillé sous l'empire de la loi chrétienne. De quel côté apercevez-vous plus d'égalité, de fraternité, de progrès de tout genre ? Ouvrez les pages de l'Evangile, et rapprochez-les des codes et des constitutions où les diverses générations du monde proclamèrent les droits des sociétés et des individus. Y a-t-il une charte, une seule, qui égale l'Evangile en libéralisme et en philanthropie ? Où trouvez-vous des déclarations plus précises et plus nobles sur les droits imprescriptibles de l'homme, sur sa souveraineté, sur sa liberté, sur l'égalité et la solidarité, sur le peuple et sur la patrie, sur l'éducation et sur le travail, sur la propriété et sur la famille ? Où se rencontre-t-il des enseignements plus généreux et plus profonds sur le bonheur humain et sur la misère humaine ; sur l'amour mutuel des hommes ; sur l'intérêt dû aux pauvres et aux faibles, aux souffrants et aux affligés ? Où se préoccupe-t-on davantage de notre perfection et de notre avancement ? Où nous conseille-t-on mieux les voies de la justice et de la charité ? Où songe-t-on plus souvent à garantir la vraie liberté et la paix véritable ? Où marque-t-on une sympathie aussi vive, aussi franche, pour ceux qui manquent de cette paix et de cette liberté ? Re-



lisons seulement les discours par lesquels le Christ ouvrit sa carrière messianique, le *Sermon* prononcé *sur la montagne* ( saint Matthieu V, VI, VII). Quel autre langage est aussi attentif à nos besoins, aussi propre à les satisfaire? Quelle autre constitution est, autant que l'Evangile, assortie à la nature de l'homme, et convenable aux nécessités de la société, plus bienfaisante et plus civilisatrice, en un mot, plus sociable? Quel autre orateur enfin, quel autre prédicateur est aussi capable de nous *rendre contents*? (Philippiens IV, 41.)

D'où vient cependant que vous dédaignez cette voix, que vous méprisez cette parole?

Cela vient de deux causes. Tantôt on ne connaît ni le Christ ni l'Evangile; tantôt on se refuse à les écouter, parce que l'on répugne à remplir les conditions qu'ils imposent à leurs disciples.

Pour ceux qui ne connaissent ni le Christ ni l'Evangile, nous n'avons qu'un vœu à former : c'est que les saintes Ecritures, les vérités qu'elles annoncent et l'esprit qu'elles répandent, soient mis à portée de leur intelligence et de leur cœur. Puisse ce saint volume prendre partout la place qui lui appartient, une place usurpée par tant d'écrits insipides ou empoisonnés, dont s'inondent nos villes et nos campagnes! Puisse-t-il être enfin médité chaque jour, sur chaque table, dans chaque famille!

Quant à ceux qui rejettent l'Evangile hautement et de propos délibéré, montrons-leur du moins la

contradiction où ils se mettent avec eux-mêmes, avec leurs propres doctrines. Ils veulent le but, mais ils répudient les moyens qui seuls y peuvent conduire. Ils veulent les effets, le résultat, mais ils repoussent les causes et les conditions, sans lesquelles ce résultat ne saurait jamais s'obtenir. Ainsi, ils veulent les droits de l'homme et du citoyen, sans vouloir les devoirs qui rendent ces droits possibles. Ils veulent la liberté, sans vouloir la piété qui empêche cette liberté de dégénérer en désordre et en désastre. Ils veulent l'égalité, sans vouloir la vertu qui la préserve d'un abîme d'iniquités où elle finit par se perdre elle-même. Ils veulent la fraternité, sans vouloir cette obéissance commune à un père commun qui la défend seule des écueils de l'anarchie et du despotisme. Ils veulent le bonheur et le progrès, mais en les plaçant exclusivement où ils ne se trouvent qu'en partie, dans le bien-être matériel; mais en s'appliquant moins à les procurer aux autres qu'à eux-mêmes. Ils veulent la souveraineté du peuple, mais sans s'inquiéter de la souveraineté de Dieu, seule capable de régler et d'assurer celle du peuple. Ils veulent le patriotisme, mais sans l'asseoir sur ses fondements durables, les vertus domestiques et les sentiments religieux. Ils veulent l'éducation publique, mais en la privant de ses plus fermes appuis, la famille et la religion. Ils veulent l'organisation du travail, mais à force de désorganiser les travaux, mais sans songer d'abord à moraliser les travailleurs. Ils veulent diminuer la

pauvreté et même éteindre la misère, ils veulent multiplier la fortune et répandre le luxe, mais en abolissant le droit de propriété, mais en déchirant les titres de toute possession personnelle et héréditaire. Ils veulent que chacun jouisse des douceurs du mariage et du ménage, mais pour cela ils proposent le démembrement de la famille, la dissolution de tout lien conjugal, paternel ou filial. Ils veulent que la paix et l'amour règnent entre les individus et parmi les peuples, mais en proscrivant la religion qui consacre et consolide la paix, mais en niant ou en insultant la source de l'amour, la divinité!

Est-ce assez de contrastes et d'oppositions? assez de dissonance et de disproportion entre la fin et les moyens, entre les instruments et l'œuvre projetée?

Rouvrez l'Évangile, pour voir si vous y découvrez ce même désaccord et ce même contre-sens, cette même cause d'erreurs et de stérilité!...

Mais il reste une dernière contradiction qui est comme la racine de toutes les autres, et que la puissance de Dieu seule sait couper et extirper...

L'esprit de sacrifice, dites-vous, voilà ce qui manque à la société. C'est cet esprit qui doit régénérer la société; c'est lui qui est le vrai remède des maladies et des plaies publiques. L'égoïsme, la corruption générale, tel est le mal qu'il s'agit de détruire! La corruption publique!

La corruption sociale, l'égoïsme général!... D'ac-

cord. Mais de quoi se compose cet égoïsme de tous, cette corruption universelle? D'égoïsmes privés, apparemment, et de corruptions individuelles.

A cette réponse, les uns se taisent, les autres répliquent : Non. Selon ceux-ci, l'individu, vous et moi, nous sommes naturellement bons, excellents, presque parfaits; en nous nulle corruption, nul égoïsme! C'est la société qui est pervertie et dépravée, c'est elle qu'il faut convertir et purifier, mais non les individus! Ou bien, si ce n'est pas toute la société, c'est seulement tel parti, telle secte, telle portion de la nation, c'est-à-dire le parti qui n'est pas le nôtre, le parti de nos adversaires. Quant à nous, quant à vous, quant à nos amis, politiques ou religieux, nous sommes tous désintéressés, tous dévoués, tous exempts de corruption et d'égoïsme, tous remplis de l'esprit de sacrifice!...

C'est cette réplique que nous osons appeler une contradiction grossière. Comment, l'individu est désintéressé et la société est égoïste; l'individu est droit et pur, la société est corrompue! Mais qu'est-ce donc que la société, sinon une collection d'individus, sinon la réunion de ces personnes si droites et si pures, si probes et si dévouées? La société, c'est l'ensemble, le tout, le corps; les individus sont les parties et les membres. Se peut-il que les membres soient sains et que le corps soit gangrené? que les parties soient ce qu'elles doivent être et que l'ensemble se trouve dans un désordre irrémédiable? Non, non : l'ensemble, c'est-à-dire les fractions

réunies, ne vaut ni moins ni plus que les fractions prises à part : ce que valent les fractions, l'ensemble le vaut. Non, non, il faut choisir : ou la société est saine et heureuse, et alors les individus le sont aussi ; ou la société est corrompue et misérable, et alors les individus ne sont pas autre chose.

Selon vous, la société est corrompue : elle l'est de même suivant l'Evangile. Mais si, suivant vous, les individus, *vos* individus du moins, sont purs et droits ; selon l'Evangile, les individus ne sont ni droits, ni purs ; ils ne sont pas meilleurs que la société, et doivent être améliorés pour que la société soit ramenée à l'ordre et au bonheur.

Dans quel camp se trouvent la logique à la fois et la vérité ? Qui raisonne ici conséquemment, et qui dit vrai ? De votre système j'en appelle à votre jugement, de vos préjugés de parti ou d'école à votre cœur, au cœur tel qu'il se prononce durant le sommeil des passions.

Vous le sentez, nous sommes en face de la différence la plus complète qui sépare le Sauveur de l'Evangile de tout autre sauveur.

Le Sauveur de l'Evangile s'adresse aux individus, premièrement, directement, personnellement, avant et plutôt que de s'adresser à la société. Car le Sauveur des hommes connaît l'homme, cet élément, cet aliment de la société. Il sait qu'en définitive on ne parle à personne, si l'on ne parle pas à l'individu, à la personne humaine. Il sait qu'en guérissant les individus, on est sûr de sauver la nation.



C'est donc ces individus que le Christ exhorte à *rentrer en eux-mêmes et à se convertir*, à se dépouiller de la corruption et de l'égoïsme, à quitter l'esprit d'usurpation pour l'esprit d'abnégation et de sacrifice, pour l'esprit d'amour.

Marchez-vous, nous dit-il, marchez-vous dans la voie qui mène à Dieu ? Tournez-vous autour de cet unique centre de vie et de bonheur, comme la terre tourne autour du soleil, son maître et son bienfaiteur ? Ne vous êtes-vous pas éloignés de lui ? Ne cherchez-vous pas à vous en écarter, comme si votre fin, votre félicité se trouvait loin et hors de sa présence ? Vous vous retirez ; et en même temps vous vous plaignez d'être malheureux et mécontents ! Un corps qui fuit le jour, qui se cache dans un antre humide et infect, au lieu de se laisser pénétrer par les rayons qui réchauffent et éclairent, se paralyse, se consume, se meurt dans la souffrance. Il en est ainsi des âmes et des nations. Elles aussi languissent et périssent, lorsqu'elles fuient le principe de la vie morale et spirituelle, la source de la vraie félicité et de la vraie perfection ; lorsqu'elles essayent follement de résister à ce principe, de mépriser ou de tarir cette source ! C'est là l'inévitable effet d'une cause souveraine... Si ces nations, si ces âmes désirent recouvrer la santé et l'espérance, qu'elles s'empressent de se rapprocher de Celui qu'elles combattaient, qu'elles blessaient ou affligeaient ; de Celui qui est tout ensemble justice et amour, dont le cœur est prêt à pardonner

à quiconque avoue ses fautes et se repent de ses péchés ; de Celui que vous avez méconnu , dont vous avez lésé les justes droits, mais qui ne refuse pas d'oublier les injures qu'il devait venger et qui se plaît à rendre le bien pour le mal !

Mais je n'ose pas m'en approcher, répondez-vous, je n'ose pas. Sa majestueuse sainteté me confond et m'arrête, aussi bien que son juste courroux. Le remords qui gronde dans ma conscience atteste que je mérite mille châtimens. L'usage que j'ai fait de ma liberté et de mon amour, la manière dont je les ai prodigués et prostitués, mon ingratitude, ma désobéissance, mes parjures, tout ce passé misérable se dresse devant moi pour m'accuser, et me crie qu'un serviteur aussi infidèle, un enfant aussi dégénéré ne peut reparaitre devant son maître et son père !

Viens, cependant, viens, mon frère, mon ami, réplique le Christ ! Viens, je serai ton avocat ; je veux être médiateur entre toi et ton Juge ? Viens et regarde ma croix ! La victime qui expire là, en priant et en bénissant, meurt pour toi ; elle s'immole pour te racheter, pour te réconcilier avec l'éternelle justice, pour pacifier ta conscience à la fois et ton arbitre suprême. Sache que, sur cette croix dédaignée, le secret et l'exemple de tout sacrifice a été livré au monde. Le Juste s'y est librement offert en expiation à la justice ; et, par ce don de son amour, il a appris aux pécheurs qui se repentent et qui croient en lui, que la justice leur pardonne, qu'elle aban-

donne son droit, qu'elle y renonce par charité, par miséricorde. Mais sache en même temps qu'à ce pardon est mise une condition salutaire : sache qu'il ne te sera accordé qu'autant que tu voudras sérieusement imiter ton médiateur et ton juge, abandonner aussi ton droit dans l'intérêt de tes frères, et être de même miséricordieux et compatissant ; qu'autant enfin que tu ne voudras dominer qu'en servant !

Sache qu'il ne suffit pas de contempler la croix avec une admiration passagère, de t'écrier comme le capitaine romain : *Cet homme est vraiment un Dieu !* ou comme le citoyen de Genève : *Si la mort de Socrate est celle d'un sage, la mort de Jésus est celle d'un Dieu !* Sache qu'il faut avoir part à ma croix comme à mon corps, à ma mort comme à ma vie, à ma chair crucifiée comme à ma parole outragée ; qu'il faut s'unir intimement à tout ce que je voulais être et avoir durant mon existence terrestre. Sache qu'il faut mortifier, crucifier, tout ce que j'ai laissé crucifier, tout ce que j'ai mortifié ; qu'il faut vivifier et ressusciter tout ce que tu as enseveli et oublié, Dieu et l'éternité. Sache que je me suis fait homme, pour que l'homme devienne ce que je fus sous les traits de l'homme. Sache que si Dieu s'est fait chair en ma personne, c'est afin que tu deviennes à ton tour dévouement et charité, amour et bonté, c'est-à-dire ce que j'ai été, ce pourquoi et par quoi je suis mort et ressuscité. Tu vois la foule de misères et de souffrances qui t'environne ; et tu y fermes ton

cœur ! Mais si Dieu faisait comme toi, qu'en arriverait-il pour toi ? N'as-tu pas tout reçu de lui ? Vaux-tu mieux que lui ? Et puisque tu as tout reçu, tu refuses de donner une partie de tes biens, de tes loisirs, de ta vie ? Apprends plutôt, ô mon fils, apprends à souffrir avec ceux qui souffrent ! Depuis que la miséricorde divine s'est révélée sur le Calvaire, tu n'as plus d'excuse ; tu ne peux plus dire : « La stricte justice suffit, c'est assez de la loi du talion, charité bien entendue commence par soi-même ! » Non ; une telle justice est inique, une telle charité est mal entendue. L'équité exige que tu uses d'indulgence et de dévouement, que tu juges ou que tu donnes avec la mesure avec laquelle Dieu te juge ou te donne. Puisque tu as été gracié, tu n'as plus le droit de condamner ; puisque Dieu a fait à ton égard abandon de ses légitimes prétentions, oseras-tu conserver, dans leur exclusion, les droits que tu pourrais avoir sur tes frères ? Ton droit, aujourd'hui, n'est-ce pas la charité, l'oubli de ton droit et de toi-même ? n'est-ce pas la miséricorde, aux entrailles si humaines et si fécondes ? Ton droit, n'est-ce pas LE DROIT AU DEVOIR, le droit de pratiquer l'amour et d'accomplir des sacrifices !

Oui, si l'esprit de sacrifice doit ranimer la société, et y circuler, en haut comme en bas, avec le sang et le souffle du Christ, relevons la croix que notre indifférence a laissé renverser, ou qu'ont abattue nos mauvaises passions. Qui ne croit plus à la vertu de la croix, à la salutaire nécessité de crucifier ses

convoitises, ne croira pas davantage à l'heureux devoir de se sacrifier, de sacrifier son avoir et sa personne, pour la société et l'humanité. Qui traite cette croix de folie et d'absurdité, taxera de folie aussi et de duperie tout genre de sacrifices, tout genre de dévouement.

En haut comme en bas, cependant, l'on est arrivé à reconnaître que la société ne sera sauvée que par le goût des sacrifices !...

Malheur à nous, si, nous bornant à reconnaître cette claire et pressante vérité, nous n'allons pas jusqu'à la pratiquer en toutes choses, par-dessus toutes choses ! Malheur aux riches et aux puissants si, fermant les yeux, les mains, le cœur, ils passent sans compassion devant ceux que torturent la faim et la nudité, qu'abrutit la misère ou qu'égarent l'ignorance et l'erreur ! Malheur aux grands et aux riches, s'ils ne rougissent pas de mépriser et d'humilier la pauvreté honnête et imméritée, la vertu touchante de l'homme de rien, le courage de l'indigent, ce courage qu'ils devraient non-seulement récompenser, mais admirer et imiter. Mais malheur aussi aux pauvres et aux faibles, s'ils se persuadent que le but de la vie n'est autre chose que la vie matérielle, que la satisfaction des appétits qui sont communs à l'homme et à l'animal ! Malheur à eux, car ils ont perdu le droit de se consoler par ces paroles édifiantes : Le Christ a été des nôtres, humble et indigent comme nous, n'ayant pas de quoi manger et boire, ne sachant où reposer sa tête !



C'est aux petits et aux faibles, il est vrai, que le Christ s'est surtout adressé et dévoué. C'est l'état du pauvre dont il fit choix, pour ainsi dire ; et il en fit choix pour l'ennobler, le relever, le magnifier devant les puissances de la terre ; pour rendre la misère respectable et sacrée, pour la recommander aux sympathies et aux dons de la richesse. En glorifiant l'indigence, en divinisant l'abnégation, il accorda une sorte de privilège aux pauvres et aux souffrants.

Oui, le pauvre a une sorte de privilège, s'il sait être pauvre avec le Christ et en Christ. Il est plus libre alors que le riche, n'étant pas, comme le riche, esclave de ses biens, esclave des soucis qu'ils causent, des tentations auxquelles ils exposent. Il est plus indépendant, puisqu'il possède tout ce dont il est capable de se passer ; puisqu'il ne croit pas perdre la vie et l'être, en perdant son avoir ; puisqu'il est toujours prêt à donner le peu qu'il a. Il a une source de jouissances délicieuses, puisque, sentant mieux les peines du pauvre, les angoisses du nécessiteux, il s'estime heureux d'y compatir, heureux de sympathiser avec ses semblables, quel que soit leur rang ; puisqu'il sait apprécier toutes les choses de ce monde à leur juste valeur, en les mettant en regard de Dieu et de l'éternité ; puisqu'il n'envisage rien à travers le prisme mensonger de l'ambition ou de la volupté. Le pauvre, qui pense et vit ainsi, le *bon pauvre*, est plus près de son Sauveur, plus semblable à son Dieu, par conséquent plus apte à faire

L'œuvre de Dieu, cette œuvre d'amour et de sacrifice qui régénère les âmes et pacifie les esprits.

Ah ! si les pauvres comprenaient enfin leur mission dans la société, ils cesseraient de rougir ou de s'indigner de leur abaissement : ils n'y verraient plus rien d'avilissant ou d'ignominieux. Ils ne se croiraient pas des barbares, parce qu'ils ne sont pas aussi instruits, ni aussi satisfaits d'eux-mêmes, que ceux qu'ils sont appelés à éclairer par leur exemple et à ennoblir. Ils se glorifieraient plutôt de leur bassesse, en sentant que l'humilité est la véritable source des forces réelles et vives, des forces du caractère et du cœur. Ils se rendraient dignes et capables de la vocation que Dieu leur adresse, en se rapprochant avec joie du Christ, de sa crèche et de sa croix, et non en s'en éloignant avec mépris ou avec colère, et non en les abandonnant pour une recherche, acharnée et souvent armée, de ces plaisirs fugitifs et dangereux que promettent la fortune et le pouvoir. Pour s'en rendre dignes et capables, ils se dévoueraient sans réserve à Dieu et à leurs devoirs, se souvenant avec reconnaissance que le Christ s'est immolé pour les hommes, pour leurs droits, pour leur salut ; et loin de songer à déposséder, à tuer ceux dont ils envient ou détestent les jouissances, ils s'efforceraient de dépouiller l'envie, de tuer la haine qui tyrannise leur âme.

Quelle liberté, quelle gloire attendrait le pauvre, s'il s'appuyait sur Dieu et sur ses promesses infailibles ! Il serait notre espérance et notre lumière ; et

les races les plus éloignées béniraient son nom, puisqu'il aurait, par toute sa vie, rendu bon témoignage à cette consolante parole du prophète : *Dieu a fait les nations guérissables !*

FIN.



# TABLE DES MATIÈRES.

---

	Pages.
INTRODUCTION. . . . .	1
PREMIÈRE PARTIE. — I. Suffit-il de proclamer les droits de l'homme et du citoyen? . . . . .	7
II. Suffit-il de décréter la liberté? . . . . .	12
III. Suffit-il de décréter l'égalité? . . . . .	16
IV. Suffit-il de décréter la fraternité? . . . . .	22
V. Suffit-il d'accorder à tous le droit au bonheur et au progrès? . . . . .	26
VI. Suffit-il de promulguer la souveraineté du peuple? . . . . .	34
VII. Suffit-il de recommander le patriotisme? . . . . .	37
VIII. Suffit-il d'étendre l'éducation publique? . . . . .	40
IX. Suffit-il de réclamer l'organisation du travail? . . . . .	46
SECONDE PARTIE. — I. Est-il sensé de proposer l'abolition de la propriété? . . . . .	52
II. Est-il sensé de proposer la dissolution de la famille? . . . . .	60
III. Est-il sensé de nier Dieu et d'attaquer la religion? . . . . .	72
CONCLUSION. . . . .	85

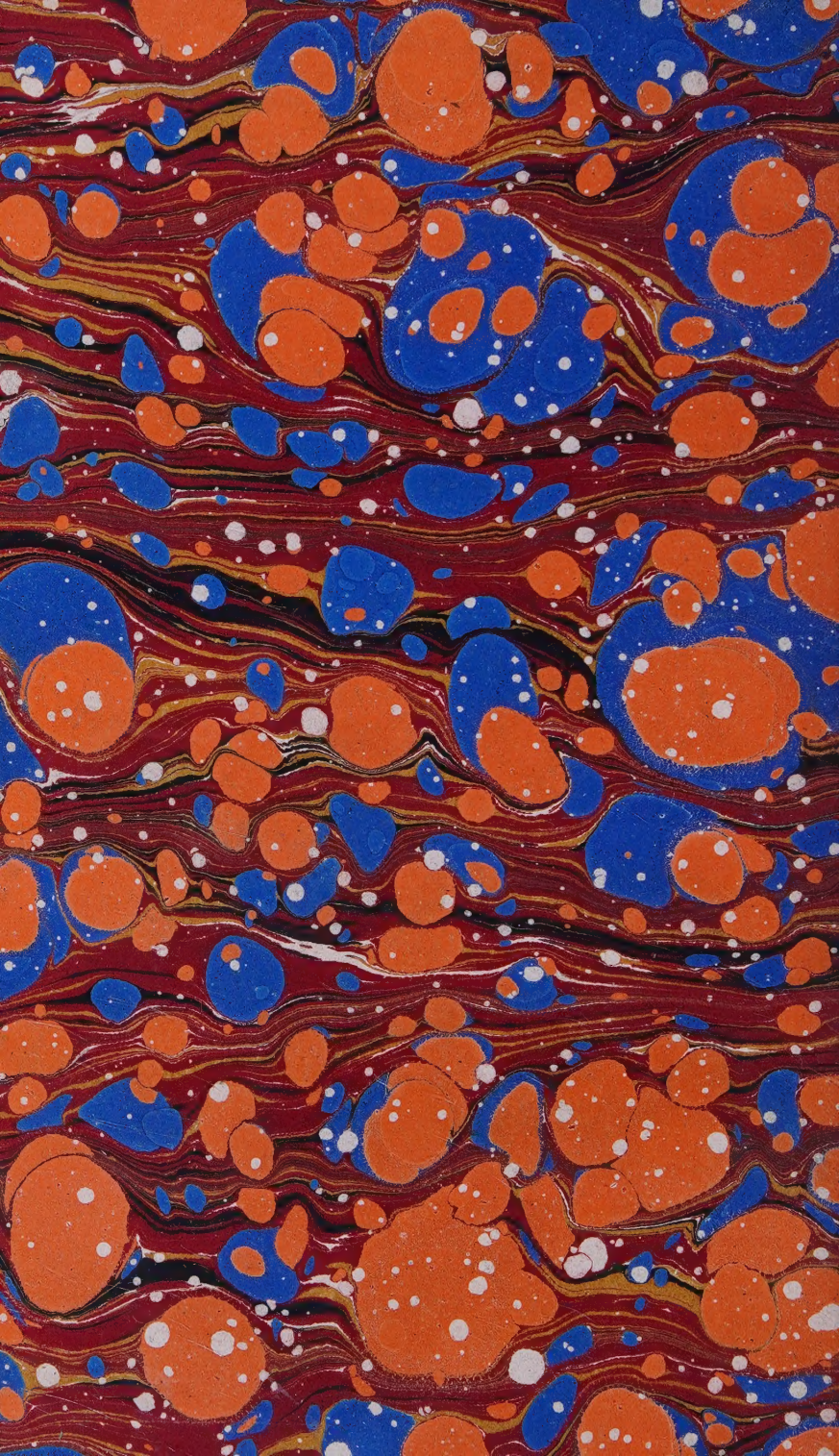














BT738 .B3  
Bartholmess, Christian, 1815-1856.  
Il y a Sauveur et Sauveur.

116646

BT  
738  
B3

116646

Bartholmess, Christian  
Jean Guillaume  
Il y a Sauveur et  
Sauveur

DATE DUE

JE 21 '74

BORROWER'S NAME

Bartholmess

Il y a Sauveur

THEOLOGY LIBRARY  
SCHOOL OF THEOLOGY AT CLAREMONT  
CLAREMONT, CALIFORNIA



PRINTED IN U.S.A.



